

RAPPORT DE RECHERCHE

Balo Kendö - Renforcement des politiques locales et
promotion de l'agriculture durable pour la sécurité
alimentaire en Guinée Forestière AID 013244/02/1

**DIAGNOSTIC DE BASE DANS LES
13 COMMUNES DE LA PRÉFECTURE
DE KISSIDOUGOU EN MATIÈRE DE
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Rédigé par

Marta Mosca - anthropologue

*Centre Interdépartemental de Recherche et Coopération Technique et Scientifique avec l'Afrique –
CISAO de l'Université de Turin*

Lanciné Sangaré - agronome

Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah – ISAV/F

Dans le cadre du projet

*Balo Kendö : Renforcer les politiques locales et promouvoir une agriculture durable pour la sécurité
alimentaire en Guinée forestière – AID 013244/02/1*

Un projet financé par la Coopération Italienne et réalisé par la Commune de Cuneo en tant que
chef de file

En partenariat avec



Avant-propos

Le présent rapport est le résultat d'un diagnostic réalisé par une équipe multidisciplinaire composée de : Marta Mosca et Lanciné Sangaré (coordonnateurs de l'activité), Christian Foti (Directeur de APDAM), Francesca Minnielli (stagiaire de APDAM), Mory Keita (Directeur de RESADEL), Joachim Leno, Fanta Condé, Sangban Kouyaté, Jérôme N'Faly Kondiano et Salematou Camara (stagiaires de l'ISAV/F).

L'engagement et la contribution de chaque membre de l'équipe ont été essentiels à la réussite du diagnostic d'un point de vue scientifique et logistique/organisationnel. Les différentes compétences ont garanti un regard pluriel et approfondi, tant lors de l'élaboration des questionnaires que lors de la réalisation de l'enquête sur le terrain.

Les auteurs de ce rapport adressent leurs sincères remerciements à l'ensemble des membres de l'équipe pour leur constance, leur disponibilité à échanger en permanence et leur sens des responsabilités dans l'exécution du travail sur le terrain.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
1. MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL	6
1.1 Phase I : élaboration des questionnaires	6
1.2 Phase II : réalisation de la collecte des données sur le terrain	6
1.3 Démarche et approche méthodologique	8
2. ANALYSE DE DONNÉES	9
2.1 Autorités	9
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données	10
Conclusions partielles	15
2.2 Coopératives agricoles / Unions / Groupements	17
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données	17
Conclusions partielles	27
2.3 Structures sanitaires	29
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données	29
Conclusions partielles	32
2.4 Ménages vulnérables	32
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données	32
Conclusions partielles	39
3. CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS	41

INTRODUCTION

Ce rapport est le résultat du diagnostic de base réalisé dans le cadre du projet *Balo Kendö – Renforcement des politiques locales et promotion de l'agriculture durable pour la sécurité alimentaire en Guinée Forestière*, financé par la Coopération Italienne et réalisé par la Commune de Cuneo en tant que chef de file en partenariat avec : la Commune de Kissidougou, la Direction Préfectorale de l'Agriculture et l'Elevage de Kissidougou (DPAE), la Direction Préfectorale de la Santé de Kissidougou (DPS), A Proposito di Altri Mondi (APDAM), Réseau d'Appui au Développement Local (RESADEL), Groupe de Recherche et d'Echanges Technologiques (GRET), Université de Turin (Centre Interdépartemental de Recherche et Coopération technique et scientifique avec l'Afrique CISA), Institut Supérieur Agronomique et Vétérinaire de Faranah (ISAV/F), AgriPiemonteForm, MOTIVA, Associazione dei Comuni Italiani (ANCI), Association Nationale des Communes de Guinée (ANCG), Unione Montana Valle Varaita, Unione Montana Valle Stura, Unione Montana Valle Grana, Unione Nazionale Comuni Comunità Enti Montani (UNCCEM) et UNCCEM Piemonte.

Il s'agit d'un projet axé sur le **développement territorial durable et les politiques alimentaires**. En particulier, le projet vise à **améliorer la sécurité alimentaire et la résilience au changement climatique** grâce au **renforcement des processus de planification locale**, à la **diversification de la production agricole** et à la **formation/sensibilisation communautaire** dans la Préfecture de Kissidougou (Région de Faranah).

La Région de Faranah présente un sol fertile favorable à l'agriculture, et Kissidougou est un nœud commercial stratégique. Cependant, 51,8% de la population rurale de la région vit en conditions de pauvreté extrême (INS RGPH 2014) et 31% des ménages de la Préfecture de Kissidougou sont en insécurité alimentaire (INS AGVSAN 2018). De bonnes opportunités d'amélioration des revenus des communautés agricoles existent, mais des politiques locales de développement inclusives sont nécessaires pour permettre aux communautés de cueillir ces opportunités. Ainsi, dans le cadre de l'Agenda 2030 et notamment des **ODD 2. Faim Zéro, 11. Villes et communauté durables** et **13. Lutte contre les changements climatiques**, le présent projet veut contribuer à la mise en place de politiques alimentaires inclusives et durables, en synergie avec les acteurs locaux.

Le projet est réalisé sur la base des **objectifs** et des **résultats** suivants.

Objectif général : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des communautés agricoles face aux changements climatiques en Guinée Forestière.

Objectif spécifique : Augmenter et diversifier la production agricole résiliente face aux changements climatiques dans les 13 communes de la préfecture de Kissidougou en renforçant les processus de planification locale.

Résultat 1 : Des mécanismes de concertation et de co-construction inclusifs et durables ont été mis en place au profit d'une planification locale participative.

Résultat 2 : Des plans de développement local promouvant des systèmes agroalimentaires durables dans les 13 communes de la préfecture de Kissidougou ont été créés/mis à jour.

Résultat 3 : Les conditions de production agricole durable ont été améliorées grâce à des actions pilotes au niveau de 13 coopératives agricoles.

En tenant compte des grands axes du projet, un diagnostic de base a été réalisé pour les raisons suivantes :

- ♦ **Collecter les données** nécessaires à l'identification d'une baseline
- ♦ **Dresser un aperçu général du contexte** utile pour orienter les stratégies et les activités du projet
- ♦ Permettre à l'équipe de **se rendre dans les 13 communes** et de prendre personnellement contact avec les acteurs locaux

En termes opérationnels c'était crucial de réaliser le diagnostic au deuxième mois du projet, car cela nous a permis de photographier le moment zéro et d'obtenir certaines informations à temps. Également, du point de vue relationnels, compte tenu de l'enclavement des communes rurales, le fait d'avoir sillonné les 13 communes et d'avoir échangé directement sur le terrain avec les acteurs locaux a constitué un moment de proximité important.

L'objectif principal du rapport est de fournir un état des lieux et de mettre en évidence certaines informations clés qui seront utiles pour orienter les stratégies du projet et fournir un cadre théorique et opérationnel.

L'Université de Turin et l'ISAV/F sont les deux institutions chargées de la coordination de la recherche-action de manière transversale tout au long du projet, qui sera réalisée selon trois principales étapes :

- 1^{ère} étape** **diagnostic de base** - 1^{ère} année (à partir du deuxième mois du projet)
Objectifs : dresser un état des lieux et identifier la baseline pour orienter les stratégies
- 2^{ème} étape** **accompagnement** - 2^{ème} année
Objectifs : vérifier / détailler les données (approfondissements quanti-qualitatifs) ; accompagner l'implémentation des stratégies et des activités, notamment lors des moments clés du projet (ateliers, activités de formation, etc.) ; observer l'état d'avancement et ajuster si nécessaire
- 3^{ème} étape** **capitalisation** - 3^{ème} année
Objectifs : systématiser les données et identifier/valoriser les bonnes pratiques

Le travail présenté dans ce rapport a été développé en étroite synergie avec les ONG A Proposito Di Altri Mondi - APDAM et Réseau d'Appui au Développement Local - RESADEL.

1. MÉTHODOLOGIE DE TRAVAIL

1.1 Phase I : élaboration des questionnaires

La phase initiale est cruciale surtout au niveau de la collecte de données, qui sert à photographier la situation au moment zéro du projet et en orienter les stratégies. Avant la mission plusieurs réunions en ligne ont été organisées pour préparer le protocole de recherche, définir les principaux groupes cibles, co-construire les outils de collecte et fixer les éléments clés à analyser. Une fois sur le terrain deux jours de travail dans les enceintes de l'ISAV/F ont été consacrés à la finalisation et harmonisation des questionnaires, à la numérisation des questionnaires sur la plateforme KoboCollect, à l'organisation logistiques des activités sur le terrain et à la planification du calendrier. L'approche utilisée dès le début c'était l'**hybridation des compétences** de l'ISAV/F et de l'Université de Turin. L'ISAV/F a pu donner des importantes contributions concernant les aspects techniques liés à la sécurité alimentaire (pratiques agricoles ; production ; utilisation du sol ; spéculation ; prix du marché etc.) en complémentarité avec l'expertise de l'Université de Turin sur les aspects sociaux, culturels et anthropologiques (relations et structures de pouvoir autour des filières ; dynamiques communautaires liées à l'alimentation ; signification symbolique des aliments et de l'alimentation ; interprétations locales des concepts de « bien-être alimentaire », « sécurité alimentaire », « qualité alimentaire » ; significations attribuées aux produits et aux types de marchés, et toute reconnaissance identitaire en référence à des produits ou des pratiques alimentaires spécifiques etc.). Également, lors de ces séances de travail a été crucial l'apport de APDAM et RESADEL et tant que partenaires techniques et de mise en œuvre ayant une profonde connaissance du contexte guinéen. **4 questionnaires quanti-qualitatifs** ont été élaborés selon les **4 groupes cibles** identifiés :

- ♦ **Autorités**
- ♦ **Coopératives agricoles/unions/groupements**
- ♦ **Structures sanitaires**
- ♦ **Ménages vulnérables**

L'identification de ces quatre groupes cibles a été effectuée en fonction du domaine thématique du projet, à savoir le développement territorial durable et les politiques alimentaires, et des axes spécifiques, à savoir la gouvernance, l'agriculture biologique résiliente au changement climatique et la formation/sensibilisation communautaire. Les individus appartenant à ces quatre groupes ont été identifiés parmi les principaux acteurs clés qui jouent un rôle déterminant dans le domaine de la sécurité alimentaire, du point de vue de la gouvernance (autorités), de la production agricole (coopératives/unions/groupements), de la relation entre alimentation et santé (structures sanitaires), et de la consommation / choix alimentaires (ménages).

1.2 Phase II : réalisation de la collecte des données sur le terrain

Ce travail a été réalisé au cours d'une mission du 27 septembre jusqu'au 22 octobre 2025 et, plus précisément, la collecte de données a été menée du 7 au 18 octobre dans la Préfecture de Kissidougou auprès des 13 communes impliqués. Un tableau récapitulatif du calendrier et de certaines informations territoriales utiles pour détailler le contexte est présenté ci-dessous (la colonne « Km » indique la distance à partir de la Commune urbaine de Kissidougou et le « Trajet » est calculé en heures de voyage avec un véhicule 4x4).

Calendrier	Communes / Activités	Km	Trajet	Informations spatiales
7/10	Manfran	55 km	3h30	Zone très enclavée. Route en très mauvais état. Conditions édapho-climatiques peu favorables.
8/10	- Retour de Manfran à Kissidougou - Réunion d'équipe			<i>Note logistique : la pluie a bloqué l'équipe sur la route. Le retour à Kissidougou n'a été possible que le matin suivant. La réunion d'équipe a servi à réaménager l'agenda.</i>
9/10	Gbambadou	15 km	1h00	Zone proche de la commune urbaine et avec des conditions édapho-climatiques très favorables.
10/10	Banama	55 km	3h00	Zone enclavée. Route en très mauvais état. Conditions édapho-climatiques très favorables.
11/10	- Bardou - Beindou	45 km 20 km	2h00 1h00	Bardou : zones enclavées. Beindou : zone désenclavée. Les deux avec des conditions édapho-climatiques très favorables.
12/10	Yendé Millimou	40 km	45 min	Zone désenclavée se trouvant sur la route nationale avec des conditions édapho-climatiques très favorables.
13/10	- Fermessadou - Sangardo	10 km 25 km	30 min 30 min	Zones désenclavées avec des conditions édapho-climatiques très favorables. Sangardo se trouve sur la route nationale.
14/10	Firawa	53 km	3h00	Zone enclavée se trouvant à la frontière avec Kérouané avec des forêts en dégradation.
15/10	Kondiadiou	45 km	1h00	Zone enclavée mais une partie de la route est goudronnée. Conditions édapho-climatiques très favorables.
16/10	Kissidougou	00 km	/	Zone agroécologique favorable à l'agriculture et disponibilité des terres agricoles et aménageables.
17/10	Yombiro	32 km	2h00	Zone enclavée se trouvant à la frontière avec la Sierra Leone. Conditions édapho-climatiques très favorables.

18/10	Albadariah	55 km	2h30	Zone enclavée se trouvant à la frontière avec la Préfecture de Kouroussa. Conditions édapho-climatiques très favorables. Zone a grande production de manioc.
19/10	- Visite au <i>Village Agricole OYAALO GUINEE</i> - Voyage Kissidougou-Faranah - Réunion d'équipe (évaluation des activités sur le terrain et programmation des prochaines étapes)	12 km	30 min	Village situé à Fermessadou engagé dans la production biologique.

1.3 Démarche et approche méthodologique

Les enquêtes ont été réalisées en équipe composée par l'Université de Turin, l'ISAV/F, APDAM et RESADEL pour un total de 10 personnes. Toutes les communes ont été sillonnées avec la même méthodologie et la même démarche :

- ◆ Arrivée, accueil et installation de l'équipe par les autorités
- ◆ Présentation des composantes de la délégation et de l'objectif de la mission à la population
- ◆ Division en équipe selon les catégories cibles :
 - Marta Mosca : autorités
 - Lanciné Sangaré : structures sanitaires
 - Stagiaires de l'ISAV/F et RESADEL : coopératives agricoles/unions/groupements
 - Ensemble de l'équipe divisé en 3 ou 4 sous équipes : ménages vulnérables
 - APDAM : collecte des données complémentaires et reportage photographique du milieu
- ◆ Salutations et formalités auprès des autorités et congé

En ce qui concerne les **échantillons**, les **acteurs qui ont participé aux interviews** et la **méthodologie d'enquête**, l'équipe a procédé comme suit :

Autorités : le questionnaire a été adressé aux élus municipaux (les PDS - Présidents des Délégations Spéciales, les vices-PDS, les secrétaires généraux) et aux agents des services techniques déconcentrés.

Structures sanitaires : le questionnaire a été adressé au responsable du centre/poste de santé et d'autres agents sanitaires, si présents sur place.

Coopératives agricoles/unions/groupements : il s'est agi des groupements dans les 12 communes rurales et des coopératives agricoles dans la commune urbaine. Au moment de la présentation des composantes de la délégation et de l'objectif de la mission à la population, un groupement / une coopérative par district a été choisi pour avoir une représentation globale de la commune. L'état des routes et les pluies n'ont pas permis d'avoir dans toutes les communes une représentation des tous les districts, donc les groupements/coopératives ont été choisis en fonction des districts présents.

Ménages vulnérables : pour ne pas influencer le choix, la sélection des ménages vulnérables n'a pas été faite sur la base des indications des autorités, mais par observation du milieu faite directement par l'équipe. Les ménages enquêtés ont été au nombre de 25 dans la commune urbaine (1 ménage par quartier) et de 12 dans les communes rurales. Le nombre de ménages a été déterminé en fonction de la taille des communes (25 pour la commune urbaine et la moitié pour les communes rurales).

En ce qui concerne l'approche méthodologique, toutes les interviews ont été menées sous forme de focus group. Les questionnaires ayant été numérisés sur koboCollect, les questions étaient souvent à choix multiples, toutefois, toutes les personnes interviewées ont toujours eu la possibilité d'approfondir certains sujets, et les nuances qualitatives ont été notées en marge et ont été incluses dans l'interprétation des données. Chaque questionnaire était précédé d'une contextualisation précise. Bien que les autorités de l'ensemble des communes étaient présentes au lancement officiel et avaient prévenu la population, il a fallu détailler le projet et la raison de l'entretien, également pour rassurer les personnes qui ont accepté de participer au diagnostic (surtout au niveau des ménages).

2. ANALYSE DE DONNÉES

Les données sont analysées par groupe cible à partir des questionnaires et des indicateurs. Cette première analyse propose des graphiques quantitatifs et des interprétations des données de nature plus qualitative, notamment à partir des interprétations des deux auteurs de ce rapport qui ont personnellement réalisé la collecte des données, mais aussi sur la base des considérations partagées au sein de l'équipe à l'issue des activités sur le terrain. **L'objectif principal est de faire ressortir certaines informations clés qui seront utiles pour orienter les stratégies du projet et fournir un cadre théorique et opérationnel.** Chaque réponse est représentée graphiquement et, par souci d'exactitude, une marge d'erreur possible (toutefois limitée) est signalée en raison de la complexité de la systématisation statistique des données.

Afin de faciliter la compréhension globale et d'éviter une fragmentation excessive de l'analyse, nous présentons ci-dessous un tableau complet de questions et d'indicateurs dans la colonne de gauche, et une analyse des données question par question dans la colonne de droite. À la fin de chaque groupe cible pris en compte dans l'enquête, une conclusion partielle est présentée.

2.1 Autorités

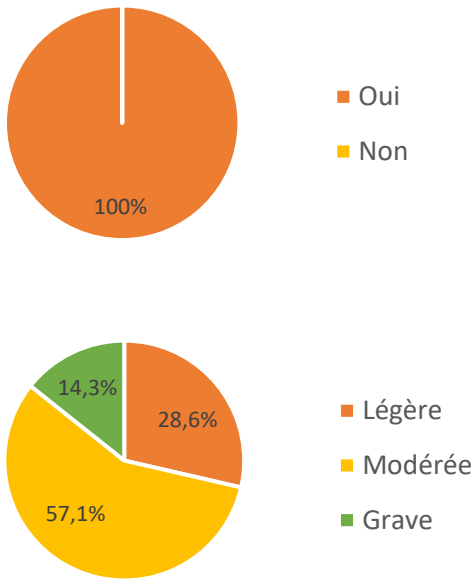
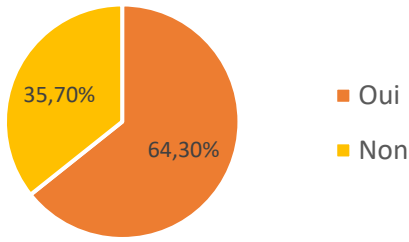
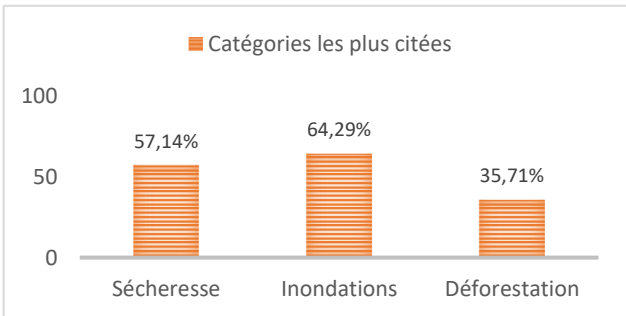
Les données analysées ci-dessous reflètent les réponses au questionnaire et les réflexions issues des conversations avec les autorités municipales des 13 communes, notamment les PDS - Présidents des Délégations Spéciales, les vices-PDS et les agents des services techniques déconcentrés. La DPAE - Direction Préfectorale de l'Agriculture et de l'Élevage de Kissidougou a également été interrogée, mais séparément des communes, pour un total de **14 questionnaires** effectués.

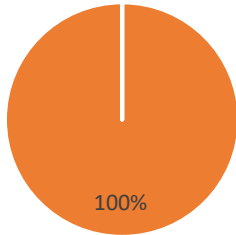
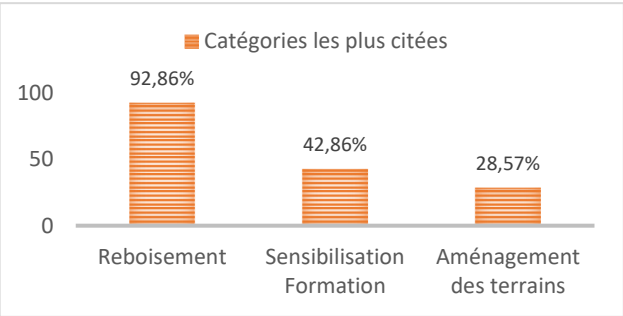
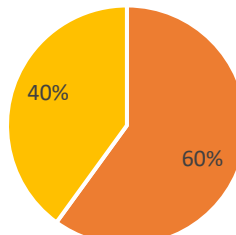
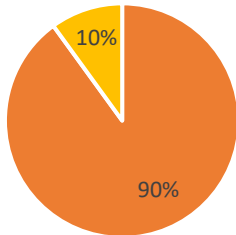
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données

QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX AUTORITÉS

Informations générales

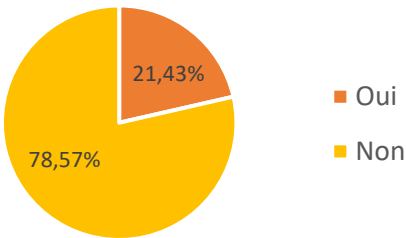
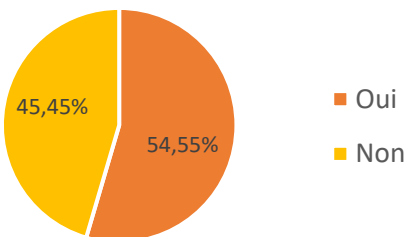
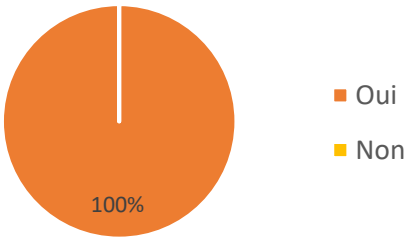
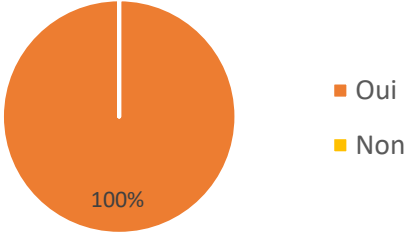
Chaque questionnaire destiné aux autorités prévoyait la collecte de certaines informations générales : le nom de la commune, le nom d'une personne représentant le groupe interrogé (si le PDS était présent, son nom était enregistré, en son absence, celui du vice-PDS), sa fonction et son contact.

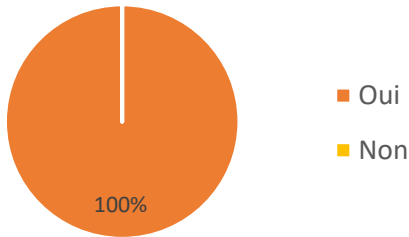
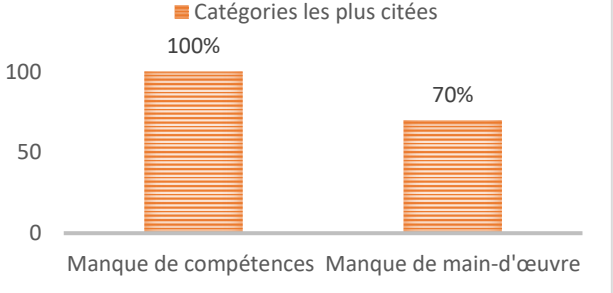
Questions et indicateurs	Analyse des données
<p>1. Pensez-vous que la population de votre commune est confrontée à des problèmes d'insécurité alimentaire ? Oui / Non</p> <p>Si oui, à quel niveau percevez-vous la situation d'insécurité alimentaire : Légère Modérée Grave</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>100%</p> <p>28,6%</p> <p>57,1%</p> <p>14,3%</p> <p>■ Oui ■ Non</p> <p>■ Légère ■ Modérée ■ Grave</p>
<p>2. Les politiques alimentaires et environnementales existantes au niveau macro (national) sont-elles accessibles et traduites au niveau micro (municipal) ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	 <p>64,30%</p> <p>35,70%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>3. Dans quelle mesure pensez-vous que l'insécurité alimentaire est liée au changement climatique ?</p> <p>ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>57,14%</p> <p>64,29%</p> <p>35,71%</p> <p>■ Catégories les plus citées</p> <p>Sécheresse Inondations Déforestation</p>

<p>4. Existe-t-il des initiatives au niveau municipal pour tenter d'atténuer les problèmes liés à l'insécurité alimentaire et au changement climatique ? Oui / Non</p> <p>Si oui, lesquelles ?</p> <p>ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>100%</p>  <p>■ Catégories les plus citées</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Reboisement</td> <td>92,86%</td> </tr> <tr> <td>Sensibilisation Formation</td> <td>42,86%</td> </tr> <tr> <td>Aménagement des terrains</td> <td>28,57%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	Reboisement	92,86%	Sensibilisation Formation	42,86%	Aménagement des terrains	28,57%
Catégorie	Pourcentage								
Reboisement	92,86%								
Sensibilisation Formation	42,86%								
Aménagement des terrains	28,57%								
<p>5. Ces actions sont-elles volontaires ou soutenues, en termes de ressources humaines et financières, par l'État ou d'autres structures ? Oui / Non</p> <p>Si oui, lesquels ?</p> <p>Indicateurs 2 ODD 2.a.2 (R1)</p>	 <p>■ Volontaires ■ Soutenues par l'Etat/autres structures</p> <p>40% 60%</p> <p>Volontaires : reboisement ; aménagement des terrains ; sensibilisation / formation. Soutenues par l'Etat / autres structures : envoie des intrants, semences et engrais ; assistance en cas de calamités naturelles ; mise en place des services déconcentrés.</p>								
<p>6. Votre PDL tient-il compte des aspects liés à la sécurité alimentaire et au changement climatique ? Oui / Non</p> <p>Si oui, dans quelle mesure ? Si non, pourquoi ?</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>90% 10%</p> <p>Il existe des rubriques dédiées, concernant l'environnement surtout, mais il n'y a pas de véritables plans d'action stratégiques concrets à mettre en œuvre sur le territoire, ni de soutien financier correspondant.</p> <p>Au 100% les autorités considèrent que ces deux aspects sont très importants. Le diagnostic a permis de découvrir qu'à partir de 2024, le gouvernement</p>								

<p>Et pensez-vous qu'il serait important d'intégrer cela dans la planification locale ?</p> <p>Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>guinéen a donné des indications précises concernant l'intégration de la dimension environnementale dans les PDL. Tous les PDL sont en cours de réactualisation, qui s'achèvera d'ici 2025. Par contre, la sécurité alimentaire n'est pas tellement prise en considération dans les PDL.</p>								
<p>7. En vue de mettre en place des mécanismes de consultation inclusifs et participatifs pour une planification du développement local qui prenne également en compte les aspects alimentaires et climatiques, quels sont les acteurs clés qui, selon vous, devraient être impliqués ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 11.3.2. (R1)</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Services déconcentrés</td> <td>64,29%</td> </tr> <tr> <td>Agriculteurs Eleveurs</td> <td>92,86%</td> </tr> <tr> <td>Société civile</td> <td>64,29%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Autres acteurs mentionnés : ONG, Anafic, coupeurs de bois, personnes en situation de handicap, écoles, structures sanitaires.</p>	Catégorie	Pourcentage	Services déconcentrés	64,29%	Agriculteurs Eleveurs	92,86%	Société civile	64,29%
Catégorie	Pourcentage								
Services déconcentrés	64,29%								
Agriculteurs Eleveurs	92,86%								
Société civile	64,29%								
<p>8. Selon vous, quelles sont les principales difficultés/défis liés à ces mécanismes de concertation, c'est-à-dire au fait de réunir autour d'une même table les différents acteurs qui composent le système alimentaire local ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 11.3.2. (R1)</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Enclavement Mobilité</td> <td>71,43%</td> </tr> <tr> <td>Moyens financiers</td> <td>35,71%</td> </tr> <tr> <td>Conflits potentiels</td> <td>28,57%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Autres aspects cités : méconnaissance des textes, analphabétisme, conflits entre agriculteurs et éleveurs, difficulté à concilier les idées.</p>	Catégorie	Pourcentage	Enclavement Mobilité	71,43%	Moyens financiers	35,71%	Conflits potentiels	28,57%
Catégorie	Pourcentage								
Enclavement Mobilité	71,43%								
Moyens financiers	35,71%								
Conflits potentiels	28,57%								
<p>9. Quelles sont les politiques nationales de soutien à l'agriculture locale ?</p> <p>Indicateurs 2 ODD 2.a.2 (R1)</p>	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Semences Intrants Engrais</td> <td>78,57%</td> </tr> <tr> <td>Services déconcentrés</td> <td>35,71%</td> </tr> <tr> <td>Soutien insuffisant</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Pourcentage	Semences Intrants Engrais	78,57%	Services déconcentrés	35,71%	Soutien insuffisant	100%
Catégorie	Pourcentage								
Semences Intrants Engrais	78,57%								
Services déconcentrés	35,71%								
Soutien insuffisant	100%								
<p>10. Quelles stratégies existent pour réduire la dépendance aux importations de riz ?</p> <p>Indicateurs 2 ODD 2.a.2 (R1)</p>	<p>La principale politique mise en œuvre par le gouvernement guinéen pour réduire la dépendance du pays vis-à-vis du riz importé consiste à interdire les exportations et à augmenter la production nationale.</p>								

<p>Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>									
<p>11. Quelles sont les politiques de soutien aux principales spéculations ?</p> <p>Indicateurs 2 ODD 2.a.2 (R1) Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>Au-delà des réponses données à la question 9, il n'existe aucune politique particulière liée aux spéculations spécifiques.</p>								
<p>12. Quelle est la gouvernance locale des marchés (régulation, taxes, hygiène) ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 2.3.2. (R3) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>De manière générale, tous ont souligné le manque de conditions hygiéniques adéquates et l'absence totale de régulation des prix, qui sont extrêmement volatils et varient en fonction des périodes (rareté / abondance), des commerçants et des transporteurs. L'État ne fixe que les prix des produits importés.</p>								
<p>13. Quelles leçons tirez-vous des crises alimentaires passées au cours des 5 dernières années ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général) ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	<div data-bbox="794 913 1423 1227"> <table border="1"> <caption>Catégories les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Gestion du calendrier agricole</td> <td>50%</td> </tr> <tr> <td>Diversification des cultures</td> <td>57,14%</td> </tr> <tr> <td>Sensibilisation/Prévention</td> <td>71,43%</td> </tr> </tbody> </table> </div> <p>Autres aspects mentionnés : prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs, aménagement des plaines et des bas-fonds.</p>	Catégorie	Pourcentage	Gestion du calendrier agricole	50%	Diversification des cultures	57,14%	Sensibilisation/Prévention	71,43%
Catégorie	Pourcentage								
Gestion du calendrier agricole	50%								
Diversification des cultures	57,14%								
Sensibilisation/Prévention	71,43%								
<p>14. Comment les prix des produits essentiels influencent-ils les choix alimentaires des ménages ?</p>	<div data-bbox="865 1415 1404 1653"> <table border="1"> <caption>Appauvrissement du régime alimentaire</caption> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Appauvrissement du régime alimentaire</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table> </div> <p>L'ensemble des réponses converge vers l'idée que les prix ont une influence extrêmement négative sur les choix alimentaires, entraînant un appauvrissement grave du régime alimentaire en termes de qualité et de quantité. Un autre aspect important qui a été mentionné est l'appauvrissement des capacités humaines causé par l'insécurité alimentaire. Une personne qui doit passer la majeure partie de son temps à satisfaire un besoin primaire tel que celui de se nourrir, n'a pas la</p>	Catégorie	Pourcentage	Appauvrissement du régime alimentaire	100%				
Catégorie	Pourcentage								
Appauvrissement du régime alimentaire	100%								

Indicateur 1 ODD 2.3.2. (R3)	possibilité de se consacrer à autre chose, tant sur le plan économique que créatif.
<p>15. Parvenez-vous à garder vos produits agricoles pendant longtemps ? Oui / Non</p> <p>Si non pourquoi ?</p> <p>Cela peut-il également être dû à l'utilisation de produits chimiques ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <p>Parmi les personnes qui ont répondu non, les aspects mentionnés qui rendent impossible la conservation à long terme sont : les méthodes de transformation, manque de matériels et techniques de conservation, inaccessibilité au marché, obligations sociales.</p> 
<p>16. Selon vous l'utilisation des intrants chimiques affect-elle votre santé ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	
<p>17. Pensez-vous que la pratique de l'agriculture biologique est meilleure pour la sécurité alimentaire des populations ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	

<p>18. Etes-vous prêt à vous engager dans la production bio ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>100%</p>
<p>19. Quelles sont les problèmes qui freinent la production bio ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <p>■ Catégories les plus citées</p> <p>100% 70%</p> <p>Manque de compétences Manque de main-d'œuvre</p> <p>Autres aspects mentionnés : abus des produits chimiques, appauvrissement du sol (cela montre une prise de conscience des dommages causés par les produits chimiques), difficultés liées au travail du terrain (défrichage, désherbage).</p>
<p>20. Que signifie pour vous <i>bien-être alimentaire</i> ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	<p>Les réponses ont été très variées : bonne santé ; prendre les dispositions pour que les conditions pour une alimentation saine soient réunies ; autosuffisance alimentaire ; alimentation équilibrée et variée.</p> <p>Également, il y a des concepts, moins récurrents mais très significatifs, qui méritent d'être mentionnés. Certaines personnes ont associé le concept de bien-être alimentaire à : respecter les étapes de la nature/de l'environnement ; connaissances ; participation ; engagement ; interdépendance entre les communautés, entre les êtres humains et la nature.</p>

Conclusions partielles

Les enquêtes ont permis de constater que les problèmes d'insécurité alimentaire existent dans toutes les communes et en fonction des zones, elle est légère (28,6%), modérée (57,1%) et grave (14,3%). Cette différence s'explique par la répartition géographique et la présence des zones agroécologiques. Les résultats montrent que plus de la moitié des communes (64,30%) considèrent que les politiques alimentaires et environnementales existantes au niveau macro (national) sont accessibles et traduites au niveau micro (municipal). L'« accessibilité » a été interprétée principalement en termes de déconcentration des services : les communes jugent positivement la présence de conseillers agricoles et autres agents au niveau communal, même dans les zones les plus enclavées, mais affirment également que ces agents ne sont pas suffisamment soutenus et équipés par l'Etat. On peut donc en déduire que l'accessibilité et la transposition des politiques du

niveau macro au niveau micro ne semblent pas être aussi efficaces. Dans tous les cas, les politiques nationales sont beaucoup plus axées sur l'environnement que sur l'alimentation. Cela est due à l'impact du changement climatique (sécheresse et inondation) et des activités anthropiques (déforestation) sur la production agricole. Pour atténuer ces impacts, il a été constaté que des initiatives sont mises en place, parmi lesquelles le reboisement (92,86%), la sensibilisation / formation (42,86%) et l'aménagement des terrains (28,57%). Celles-ci sont majoritairement volontaires (60 %) et en partie soutenues par l'État (40 %). L'Etat accompagne les producteurs dans la lutte contre l'insécurité alimentaire notamment à travers l'appui en intrants (semences et engrais), l'assistance en cas de calamités naturelles et la mise en place des services déconcentrés. Également, par rapport à la faiblesse des aménagements des terres agricoles, il faut souligner que cela provoque l'itinérance des producteurs.

Dans les Plans de Développement Local (PDL), il existe des rubriques dédiées à la sécurité alimentaire et surtout à l'environnement (90%), mais pas de véritables plans d'action stratégiques concrets à mettre en œuvre sur le territoire, ni de soutien financier correspondant. Par contre, les autorités (100%) considèrent que ces deux aspects sont très importants pour le développement local. Le diagnostic a permis de découvrir qu'à partir de 2024 le gouvernement guinéen a donné des indications précises concernant l'intégration de la dimension environnementale dans les PDL. Pour cette raison, tous les PDL sont en cours de réactualisation, et ce processus sera achevé d'ici 2025. Toutefois, les indications gouvernementales sont beaucoup plus axées sur l'environnement, alors que les aspects liés aux politiques alimentaires ne semblent pas être prises en considération de manière effective. La mise en place des mécanismes de consultation inclusifs et participatifs pour une planification du développement local qui prenne en compte les aspects alimentaires et climatiques, bien que doit impliquer les services déconcentrés, les agriculteurs, les éleveurs et la société civile, doit aussi tenir compte d'autres acteurs (ONG, Anafic, coupeurs de bois, personnes en situation d'handicap, écoles et structures sanitaires). Les principales difficultés/défis liés à ces mécanismes de concertation sont dues surtout à l'enclavement des zones (71,43%), aux manques de moyens financier (35,71%) et aux conflits potentiels (28,7%).

Les politiques nationales de soutien à l'agriculture locale, visées à augmenter la production interne et réduire les importations, sont basées principalement sur l'appui en intrants agricoles et la mise en place des services déconcentrés, mais considérées insuffisantes par les répondants. Par rapport au marché, le manque de conditions hygiéniques adéquates et l'absence totale de régulation des prix exposent les zones à l'insécurité alimentaire. Notamment la volatilité des prix a une influence extrêmement négative sur les choix alimentaires, entraînant un appauvrissement grave du régime alimentaire en termes de qualité et de quantité. Plus de la moitié des enquêtées ont des difficultés de conservations des produits et pensent que cela est due à l'utilisation des instantanés chimiques qui, par conséquent, affecte aussi la santé de la population (100%). Également, on constate que les personnes interrogées semblent être conscientes des effets néfastes de l'abus de produits chimiques sur l'appauvrissement des sols. Pour ces raisons, l'agriculture biologique est perçue comme meilleure (100%) pour la sécurité alimentaire des populations, mais cette pratique agricole est actuellement très peu répandue par manque de connaissances/compétences, manque de main d'œuvre, difficultés liées au travail du terrain (défrichement, désherbage).

Le concept de bien-être alimentaire a été différemment interprété et argumenté par les autorités, ce qui démontre une certaine prise de conscience de la multidimensionnalité de la sécurité alimentaire.

2.2 Coopératives agricoles / Unions / Groupements

Les données analysées ci-dessous reflètent les réponses des membres des groupements et des coopératives interviewés sous forme de focus group pour un total de **66 questionnaires** effectués.

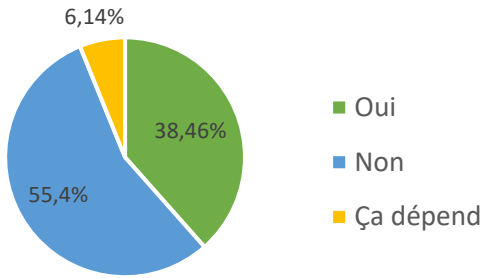
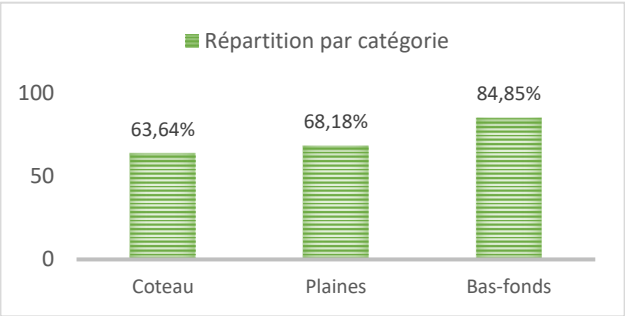
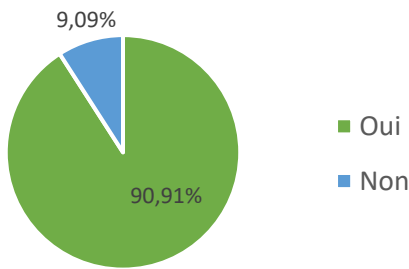
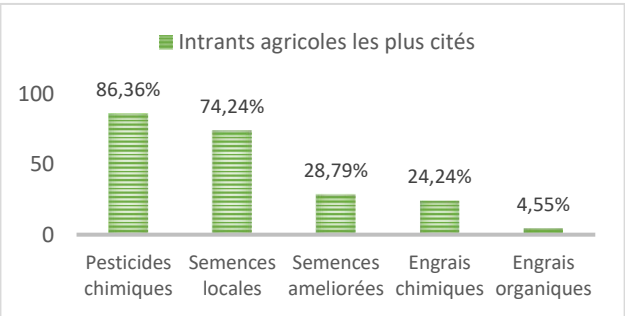
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données

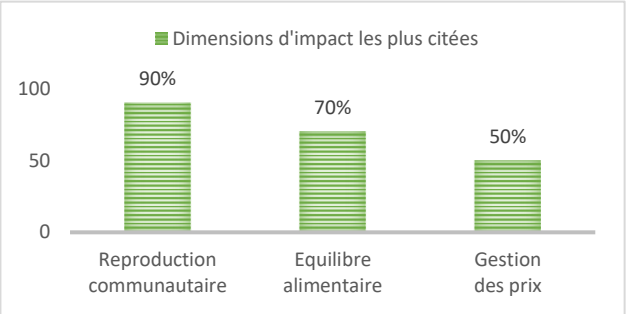
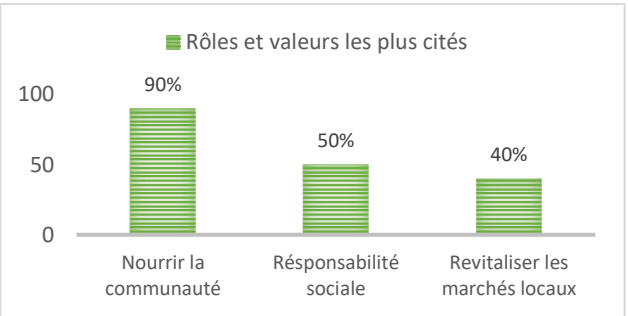
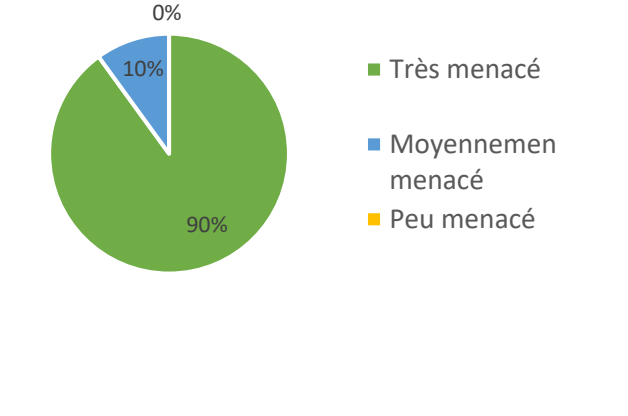
QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX COOPÉRATIVES AGRICOLES / UNIONS / GROUPEMENTS

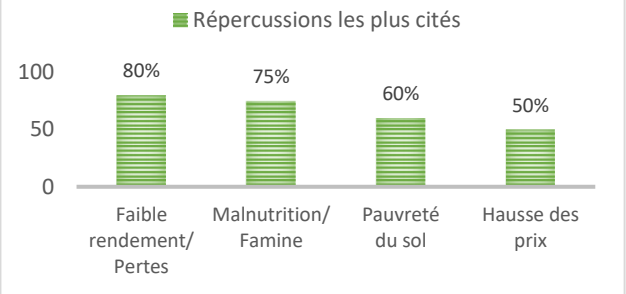
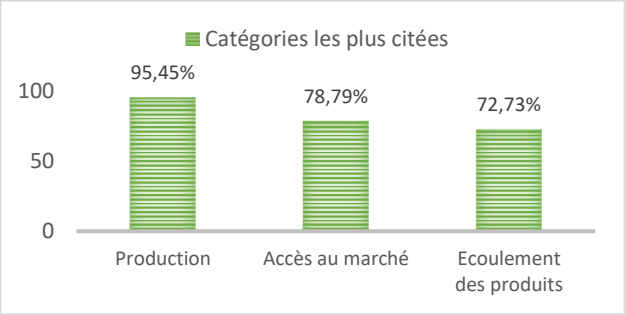
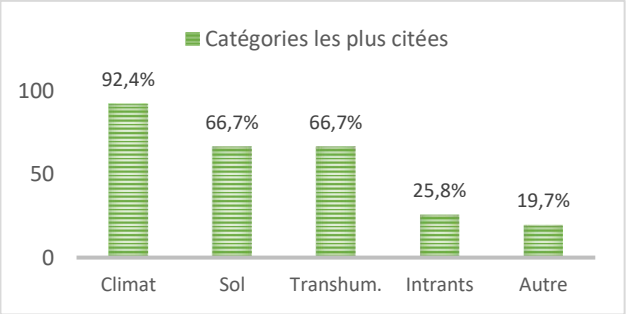
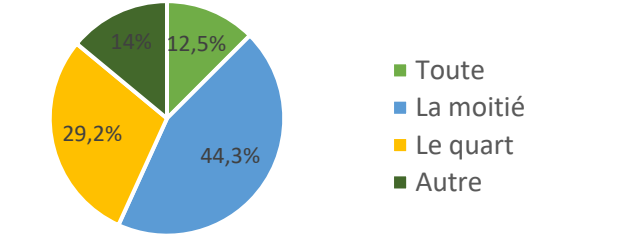
Informations générales

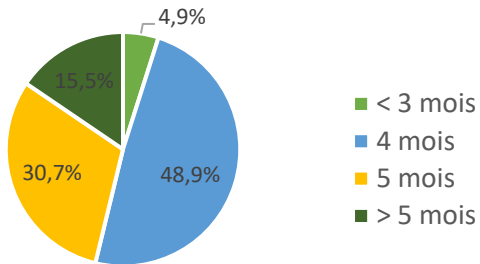
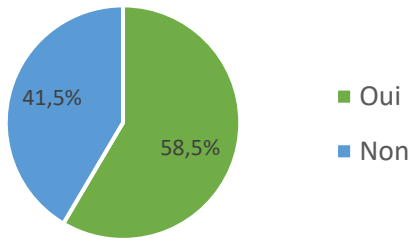
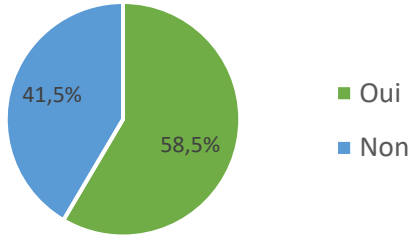
Chaque questionnaire prévoyait la collecte de certaines informations générales : le nom de la commune, le nom du quartier/district, le nom du secteur/village et le nom de la Coopérative agricole / Union / Groupement.

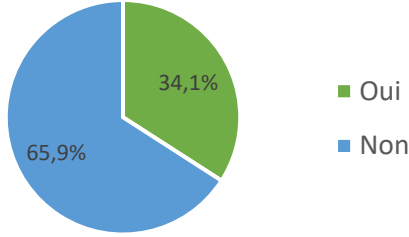
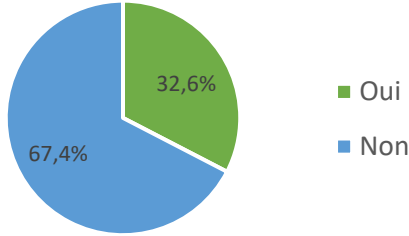
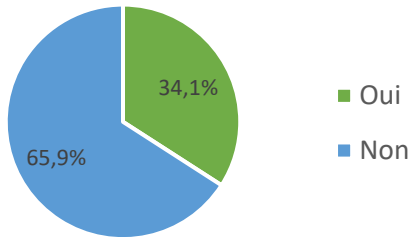
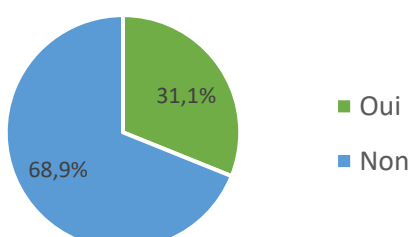
Questions et indicateurs	Analyse des données																		
<p>1. Qu'est-ce que vous produisez ? riz/maïs/tubercules/cultures horticoles/autre</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	<table><caption>Cultures les plus citées</caption><thead><tr><th>Culture</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Riz</td><td>93,94%</td></tr><tr><td>Maïs</td><td>46,97%</td></tr><tr><td>Tubercules</td><td>37,88%</td></tr><tr><td>Cultures horticoles</td><td>53,03%</td></tr><tr><td>Autre</td><td>43,94%</td></tr></tbody></table>	Culture	Pourcentage	Riz	93,94%	Maïs	46,97%	Tubercules	37,88%	Cultures horticoles	53,03%	Autre	43,94%						
Culture	Pourcentage																		
Riz	93,94%																		
Maïs	46,97%																		
Tubercules	37,88%																		
Cultures horticoles	53,03%																		
Autre	43,94%																		
<p>2. Quelle superficie moyenne vous exploitée ?</p> <ul style="list-style-type: none">• <1 ha• 1 ha• 1-2ha• plus de 2 ha <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	<table><caption>Répartition par taille</caption><thead><tr><th>Superficie</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>< 1 ha</td><td>6,06%</td></tr><tr><td>2 ha</td><td>9,09%</td></tr><tr><td>1-2 ha</td><td>21,21%</td></tr><tr><td>plus de 2 ha</td><td>63,64%</td></tr></tbody></table>	Superficie	Pourcentage	< 1 ha	6,06%	2 ha	9,09%	1-2 ha	21,21%	plus de 2 ha	63,64%								
Superficie	Pourcentage																		
< 1 ha	6,06%																		
2 ha	9,09%																		
1-2 ha	21,21%																		
plus de 2 ha	63,64%																		
<p>3. Quels sont les rendements moyens des principales cultures vivrières ?</p> <ul style="list-style-type: none">• Riz : moins 1t/ha ; 2-3 t/ha, plus de 3 t/ha• Maïs : moins 1t/ha ; 2-3 t/ha, plus de 3 t/ha• Tubercules : moins 5t/ha ; 5-10 t/ha, plus de 10 t/ha• Produits horticoles : 5t/ha ; 5-10 t/ha, plus de 10 t/ha <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	<table><caption>Rendements moyens des principales cultures vivrières</caption><thead><tr><th>Culture</th><th>Catégorie</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td rowspan="3">Riz</td><td>Moins 1t/ha</td><td>46,15%</td></tr><tr><td>2-3 t/ha</td><td>23,07%</td></tr><tr><td>Plus de 3t/ha</td><td>18,46%</td></tr><tr><td rowspan="2">Maïs</td><td>Plus de 3t/ha</td><td>1,53%</td></tr><tr><td>Moins 5t/ha</td><td>1,53%</td></tr><tr><td rowspan="2">Produits horticoles</td><td>Moins 5t/ha</td><td>9,23%</td></tr></tbody></table>	Culture	Catégorie	Pourcentage	Riz	Moins 1t/ha	46,15%	2-3 t/ha	23,07%	Plus de 3t/ha	18,46%	Maïs	Plus de 3t/ha	1,53%	Moins 5t/ha	1,53%	Produits horticoles	Moins 5t/ha	9,23%
Culture	Catégorie	Pourcentage																	
Riz	Moins 1t/ha	46,15%																	
	2-3 t/ha	23,07%																	
	Plus de 3t/ha	18,46%																	
Maïs	Plus de 3t/ha	1,53%																	
	Moins 5t/ha	1,53%																	
Produits horticoles	Moins 5t/ha	9,23%																	

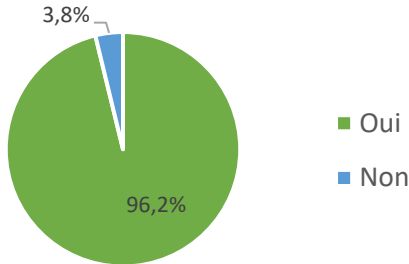
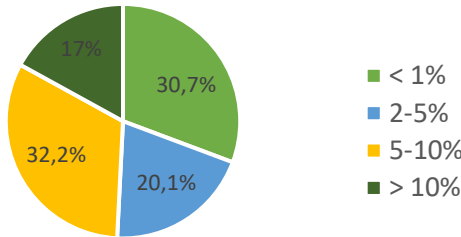
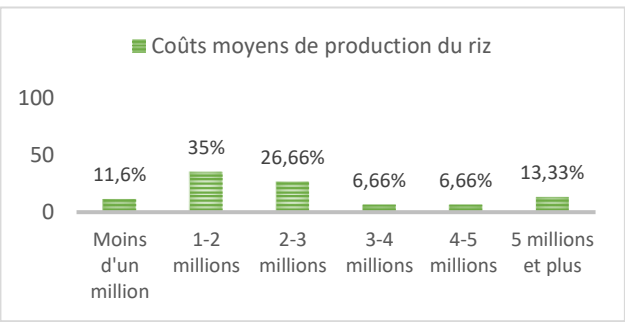
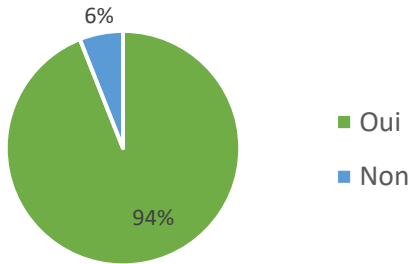
<p>4. Est-ce que l'accès à la terre pose problème ?</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>■ Oui ■ Non ■ Ça dépend</p>
<p>5. Produisez-vous sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coteau • Dans les plaines • Dans les bas-fonds <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>■ Répartition par catégorie</p>
<p>6. Utilisez-vous des intrants agricoles ?</p> <p>Si oui lesquels ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Semences locales • Semences améliorées • Engrais chimiques • Engrais organiques • Pesticides chimiques • Pesticides biologiques <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p>  <p>■ Intrants agricoles les plus cités</p>
<p>7. Quel est l'effectif global de votre structure ?</p> <p>Combien d'hommes et femmes ?</p> <p>Indicateur 2 (R3)</p>	<p>De 17 personnes minimum à 300 personnes maximum.</p> <p>Dans l'ensemble les femmes sont plus nombreuses. Elles constituent environ le 2/3 des groupements/coopératives.</p>
<p>8. Quel est l'effectif des femmes et des hommes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans l'assemblée 	<p>Dans les trois organes mentionnés, la présence des hommes et des femmes est généralement équilibrée.</p>

<ul style="list-style-type: none"> • dans le bureau exécutif • dans le comité de gestion <p>Indicateur 2 (R3)</p>	
<p>9. En tant qu'acteur d'une filière agricole, comment ressentez-vous l'impact des vos actions sur la sécurité alimentaire dans votre localité ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>La « reproduction communautaire » est un concept qui englobe toutes les activités permettant aux sociétés humaines d'évoluer. La plupart des groupes interrogés, en tant qu'acteurs de la filière agroalimentaire, estiment avoir un impact important à cet égard en garantissant l'approvisionnement alimentaire. Ils affirment également que leurs actions garantissent, dans la mesure du possible, la diversité des aliments et que, en période de soudure, ils gèrent les prix au niveau local afin qu'ils restent abordables et d'éviter ainsi des crises alimentaires trop graves.</p>
<p>10. Quel est votre rôle et sa valeur au sein du système alimentaire local ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	
<p>11. Dans quelle mesure sentez-vous menacé par le changement climatique ?</p>	

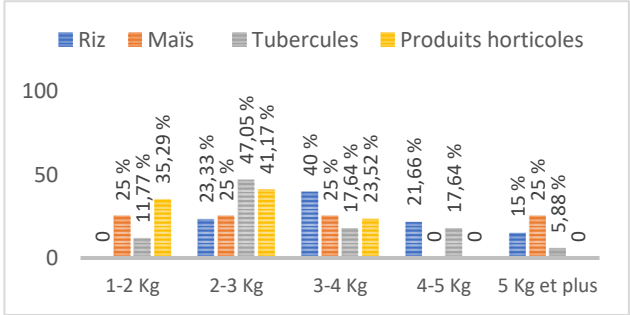
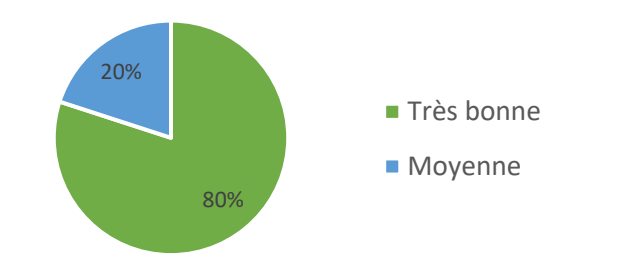
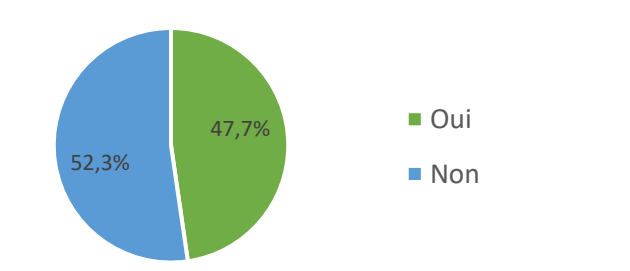
<p>Quelles sont les répercussions en termes de sécurité alimentaire ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>Autres aspects cités : abandon des champs, découragement, exode rural, souffrance communautaire.</p>
<p>12. Quelles sont les plus grandes difficultés pour vous ? Sont-elles plutôt liées :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la production (climat, intrants, sol, transhumance, autre) à l'accès au marché à l'écoulement des produits sur le marché <p>Au niveau de la production :</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	  <p>Autre : aménagement des bas-fonds, manque de semences améliorées, routes impraticables, agoutis et oiseaux.</p>
<p>13. Quelle est la part de la production destinée à l'autoconsommation ?</p> <ul style="list-style-type: none"> Toute la production, La moitié de la production, Le quart de la production Autre <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	

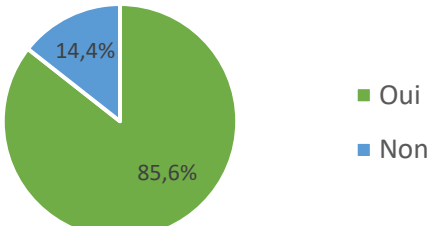
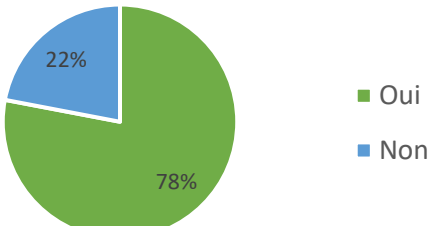
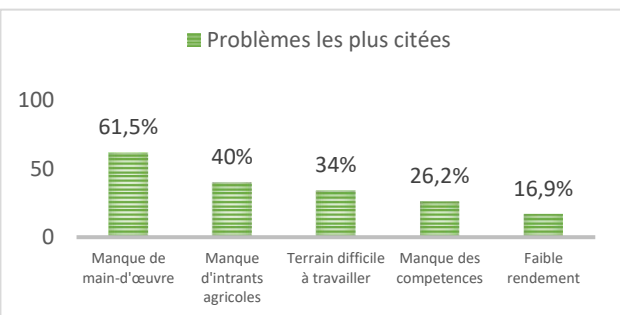
<p>14. Quels sont les cycles de production saisonniers de vos cultures principales ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Moins de 3 mois • 4 mois • 5 mois • Plus de 5 mois <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>■ < 3 mois ■ 4 mois ■ 5 mois ■ > 5 mois</p>
<p>15. Quelles techniques de conservation post-récolte utilisez-vous pour vos principales spéculations ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 3 interne (R3)</p>	<p>Comme la question porte sur les « principales spéculations », les réponses font référence au riz, et la technique de conservation mentionnée dans la quasi-totalité des cas est l'ensachage et le stockage à domicile.</p>
<p>16. Quels sont les systèmes de stockage disponibles pour les producteurs ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	<p>Les réponses ont montré qu'il n'existe pas de véritables systèmes de stockage adaptés à la conservation des aliments dans des conditions d'hygiène adéquates. Les producteurs stockent leurs produits dans des magasins (le cas échéant) et à domicile.</p>
<p>17. Le stockage influence-t-il la qualité des produits transformés ?</p> <p>Si oui comment ?</p> <p>Indicateur OSS 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>Le stockage non sécurisé des produits expose à divers dangers : attaques des insectes, pourriture, dégradation de la qualité,</p>
<p>18. Les techniques de transformation peuvent-elles nuire à la santé humaine ?</p> <p>Si oui comment ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>Diarrhée, maux de ventre, paludisme, constipation, bronchite</p>

<p>19. Avez-vous accès aux crédits agricoles ?</p> <p>Si non, Pourquoi ?</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique) Indicateur 1 ODD 2.3.2 (R3)</p>	 <p>Taux d'intérêt trop élevé, absence de structures de microfinance accessibles, cotisations internes au groupement, faible maîtrise des procédures, indisponibilité à rembourser à cause du faible rendement.</p>
<p>20. Faites-vous l'élevage ?</p> <p>Si oui quel type d'élevage ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>Elevage bovin, ovin et caprin, avicole, porcin.</p>
<p>21. Les produits de ces animaux sont-ils utilisés pour la consommation et l'agriculture ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 3 interne (R3)</p>	
<p>22. Possédez-vous des plantations forestières ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	

<p>23. Utilisez-vous des produits forestiers non ligneux (fruits sauvages, miel, feuilles) dans la consommation familiale ?</p> <p>Si oui lesquels ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>Mangue, goyave, avocat, banane, miel, feuilles de manioc et de patate, ananas, néré.</p>
<p>24. Quelles sont les pertes post-récolte estimées dans votre filière ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • < 1% • 2-5% • 5-10% • > 10% <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	
<p>25. Quel est l'accès des producteurs aux formations agricoles ?</p> <p>Indicateur 2 ODD 2.a.2 (R1)</p>	<p>La quasi-totalité affirme qu'il est très rare de participer à des formations.</p>
<p>26. Quels sont les coûts moyens de production des principales cultures à l'hectare ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 2.3.2 (R3)</p>	
<p>27. Avez-vous souffert d'insécurité alimentaire à cause du changement climatique au cours des 5 dernières années ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	 <p>A part les 5 dernières années, de manière plus générale, les crises alimentaires d'ampleur variable sont assez récurrentes.</p>

<p>28. En cas d'insécurité alimentaire, comment trouvez-vous des solutions alternatives ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique) Indicateur 1 MUFPP 4 (R2)</p>	<table border="1"> <caption>Solutions les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Solution</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Diversification des cultures</td> <td>85%</td> </tr> <tr> <td>Endettement crédit/prêt</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Pas des solutions alternatives</td> <td>15%</td> </tr> </tbody> </table>	Solution	Pourcentage	Diversification des cultures	85%	Endettement crédit/prêt	30%	Pas des solutions alternatives	15%
Solution	Pourcentage								
Diversification des cultures	85%								
Endettement crédit/prêt	30%								
Pas des solutions alternatives	15%								
<p>29. Comment se fixent les prix sur le marché ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 2.3.2 (R3) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>Les prix sont extrêmement volatils et varient en fonction des périodes de l'année (abondance ou pénurie), des transporteurs et des commerçants. Les prix ne sont pas réglementés par l'Etat.</p>								
<p>30. Quel est le prix moyen du sac ou d'un kg de vos spéculations ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 2.3.2 (R3)</p>	<table border="1"> <caption>Prix d'un sac de riz de 100 kg</caption> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Prix</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Moins de 200 000</td> <td>3,12</td> </tr> <tr> <td>200 000-300 000</td> <td>67,18</td> </tr> <tr> <td>300 000 et plus</td> <td>29,18</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Prix	Moins de 200 000	3,12	200 000-300 000	67,18	300 000 et plus	29,18
Catégorie	Prix								
Moins de 200 000	3,12								
200 000-300 000	67,18								
300 000 et plus	29,18								
<p>31. Quelle est la spéculation qui vous apportent beaucoup plus de bénéfices ?</p> <p>Indicateur 1 ODD 2.3.2 (R3)</p>	<table border="1"> <caption>Spéculations les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Spéculation</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Riz</td> <td>60%</td> </tr> <tr> <td>Cultures horticoles</td> <td>50%</td> </tr> <tr> <td>Tubercules</td> <td>5%</td> </tr> </tbody> </table>	Spéculation	Pourcentage	Riz	60%	Cultures horticoles	50%	Tubercules	5%
Spéculation	Pourcentage								
Riz	60%								
Cultures horticoles	50%								
Tubercules	5%								
<p>32. Comment la volatilité des prix influence-t-elle la sécurité alimentaire ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>L'ensemble des réponses confirme l'impact extrêmement négatif de la volatilité des prix, qui entraîne : un appauvrissement du régime alimentaire en termes de variété, quantité et apports nutritionnels ; une réduction supplémentaire des revenus ; une situation de souffrance et de famine.</p>								
<p>33. Cultivez-vous des spéculations périssables les plus difficiles à vendre ?</p>	<table border="1"> <caption>Réponses à la question 33</caption> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>82,6%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>17,4%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	82,6%	Non	17,4%		
Réponse	Pourcentage								
Oui	82,6%								
Non	17,4%								

<p>Si oui lesquels ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p>	<p>Les plus citées : tomates, aubergines, piment</p> <p>Moins citées : concombre, pastèque, avocat, poivron, gombo.</p>																														
<p>34. Quelle est la consommation moyenne en kg par ménage par jour en riz, maïs, tubercules et produits horticoles ?</p> <p>Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table><caption>Données du graphique à barres (Question 34)</caption><thead><tr><th>Catégorie de poids</th><th>Riz (%)</th><th>Maïs (%)</th><th>Tubercules (%)</th><th>Produits horticoles (%)</th></tr></thead><tbody><tr><td>1-2 Kg</td><td>0</td><td>25</td><td>11,77</td><td>35,29</td></tr><tr><td>2-3 Kg</td><td>23,33</td><td>25</td><td>47,05</td><td>41,17</td></tr><tr><td>3-4 Kg</td><td>40</td><td>25</td><td>17,64</td><td>23,52</td></tr><tr><td>4-5 Kg</td><td>21,66</td><td>0</td><td>17,64</td><td>0</td></tr><tr><td>5 Kg et plus</td><td>15</td><td>25</td><td>5,88</td><td>0</td></tr></tbody></table>	Catégorie de poids	Riz (%)	Maïs (%)	Tubercules (%)	Produits horticoles (%)	1-2 Kg	0	25	11,77	35,29	2-3 Kg	23,33	25	47,05	41,17	3-4 Kg	40	25	17,64	23,52	4-5 Kg	21,66	0	17,64	0	5 Kg et plus	15	25	5,88	0
Catégorie de poids	Riz (%)	Maïs (%)	Tubercules (%)	Produits horticoles (%)																											
1-2 Kg	0	25	11,77	35,29																											
2-3 Kg	23,33	25	47,05	41,17																											
3-4 Kg	40	25	17,64	23,52																											
4-5 Kg	21,66	0	17,64	0																											
5 Kg et plus	15	25	5,88	0																											
<p>35. Quelle est la perception des consommateurs sur la qualité des produits locaux ?</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <table><caption>Données du diagramme circulaire (Question 35)</caption><thead><tr><th>Perception</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Très bonne</td><td>80%</td></tr><tr><td>Moyenne</td><td>20%</td></tr></tbody></table>	Perception	Pourcentage	Très bonne	80%	Moyenne	20%																								
Perception	Pourcentage																														
Très bonne	80%																														
Moyenne	20%																														
<p>36. Quelle est la place des savoirs traditionnels dans les politiques alimentaires?</p> <p>Indicateur ODD 2.3.1 (objectif spécifique)</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	<p>Les réponses à cette question portent principalement sur le rôle des connaissances traditionnelles dans la prévention des maladies et sur les techniques agricoles traditionnelles sans utilisation de produits chimiques (qui, comme le montre le graphique de la question 6, sont toutefois rarement pratiquées aujourd'hui).</p>																														
<p>37. Quelles sont les groupements/ coopératives agricoles soutenues par le gouvernement ?</p> <p>Indicateur 2 (R1)</p> <p>Indicateur 1 MUFPP 4 (R2)</p> <p>Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	<p>La totalité des groupements/coopératives affirment ne recevoir aucune aide de l'État.</p>																														
<p>38. Parvenez-vous à garder vos produits agricoles pendant longtemps ?</p>	 <table><caption>Données du diagramme circulaire (Question 38)</caption><thead><tr><th>Réponse</th><th>Pourcentage</th></tr></thead><tbody><tr><td>Oui</td><td>47,7%</td></tr><tr><td>Non</td><td>52,3%</td></tr></tbody></table>	Réponse	Pourcentage	Oui	47,7%	Non	52,3%																								
Réponse	Pourcentage																														
Oui	47,7%																														
Non	52,3%																														

<p>Si non pourquoi ? Est-il dû à l'utilisation des intrants chimiques ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	<p>Concernant ces pourcentages il convient ici de signaler la possibilité d'un écart dû à une interprétation différente du terme « longtemps ».</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>64,7%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>35,3%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	64,7%	Non	35,3%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	64,7%												
Non	35,3%												
<p>39. Selon vous l'utilisation des intrants chimiques affect-elle votre santé ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>85,6%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>14,4%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	85,6%	Non	14,4%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	85,6%												
Non	14,4%												
<p>40. Pensez-vous que la pratique de l'agriculture biologique est meilleure pour la sécurité des populations ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>78%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>22%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	78%	Non	22%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	78%												
Non	22%												
<p>41. Etes-vous prêt à vous engager dans la production bio ? Oui / Non</p> <p>Indicateur 3 interne (R3)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>56,9%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>43,1%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	56,9%	Non	43,1%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	56,9%												
Non	43,1%												
<p>42. Quelles sont les problèmes qui freines la production bio ?</p>	 <p>■ Problèmes les plus citées</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Problème</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Manque de main-d'œuvre</td> <td>61,5%</td> </tr> <tr> <td>Manque d'intrants agricoles</td> <td>40%</td> </tr> <tr> <td>Terrain difficile à travailler</td> <td>34%</td> </tr> <tr> <td>Manque des compétences</td> <td>26,2%</td> </tr> <tr> <td>Faible rendement</td> <td>16,9%</td> </tr> </tbody> </table> <p>D'autres problèmes ont été mentionnés : habitude à utiliser les produits chimiques ; maîtrise de l'eau.</p>	Problème	Pourcentage	Manque de main-d'œuvre	61,5%	Manque d'intrants agricoles	40%	Terrain difficile à travailler	34%	Manque des compétences	26,2%	Faible rendement	16,9%
Problème	Pourcentage												
Manque de main-d'œuvre	61,5%												
Manque d'intrants agricoles	40%												
Terrain difficile à travailler	34%												
Manque des compétences	26,2%												
Faible rendement	16,9%												

Indicateur 3 interne (R3)	Par contre, certaines personnes affirment que l'utilisation de produits chimiques offre plusieurs avantages, notamment : ils fertilisent le sol, augmentent la production et facilitent le travail et le défrichement des terres.
43. Que signifie pour vous <i>bien-être alimentaire</i> ? Indicateur ODD 2.1.2 (objectif général)	Les mots les plus cités : propreté, diversification, qualité, santé, longévité, hygiène. Également : « Le bien être alimentaire met l'être humain dans un spectre de vie normal en termes économique et de santé ».

Conclusions partielles

La production agricole des groupements/coopératives est axée surtout sur le riz (93,94%) et les cultures horticoles (53,03%), tandis que le maïs (46,97%) et les tubercules (37,88%) sont produits à faible pourcentage. D'autres cultures sont pratiquées (ananas, bananier etc.) en fonction des zones, mais la riziculture est la spéculation qui apporte beaucoup plus de bénéfices par rapport aux autres. La majorité des groupements (63,63%) possèdent des domaines de plus 2 ha. Concernant les rendements moyens, pour le riz 46,15% des groupements/coopératives produisent moins d'une t/ha et 23,07% 2-3 t/ha. Seulement 18,46% produisent 3 t/ha et plus. Quant au maïs, bien que faiblement produit, le rendement est de plus de 3 t/ha. Pour les tubercules et les produits horticoles, les rendements sont moins de 5 t/ha. Ces résultats démontrent la nécessité d'amélioration des conditions de production dans les différentes zones. L'accès à la terre ne constitue pas un problème pour un grand nombre de groupements/coopératives (55,4%), toutefois, il faut signaler que 38,46% rencontrent des difficultés. Les pratiques agricoles se font dans les plaines (68,18%), dans les bas-fonds (84,85%) et sur le coteau (63,64%), et les intrants sont très utilisés (90,91%) en employant des pesticides chimiques (86,36%), des semences locales (74,24%), des semences améliorées (28,79%) et des engrais chimiques (24,24%). L'utilisation des engrais organiques se fait à un très faible niveau (4,55%). Concernant la composition des groupements/coopératives, dans l'ensemble les femmes sont plus nombreuses. Elles constituent environ le 2/3, mais dans l'assemblée, le bureau exécutif et le comité de gestion, la présence des hommes et des femmes est généralement équilibrée.

La *reproduction communautaire* est un concept qui englobe toutes les activités permettant aux sociétés humaines d'évoluer, et la plupart des groupes interrogés, en tant qu'acteurs de la filière agroalimentaire, estiment avoir un impact important à cet égard en garantissant l'approvisionnement alimentaire. Ils affirment également que leurs actions garantissent, dans la mesure du possible, la diversité des aliments et que, en période de soudure, ils gèrent les prix au niveau local afin qu'ils restent abordables en évitant ainsi des crises alimentaires trop graves. Les coopératives considèrent que leur rôle au sein du système alimentaire local est principalement celui de *nourrir la communauté* (90%).

Par rapport au changement climatique, les groupements/coopératives se sentent très menacées (90%) à cause des répercussions liées à la faiblesse des rendements (80%), à la famine (75%), à la pauvreté des sols (60%) et à la hausse des prix (50%). La plus grande difficulté pour les coopératives est liée à la production (95,45%), à l'accès au marché (78,79%) et à l'écoulement des produits (72,73%). La faiblesse de la production dépend du climat (92,4%), du sol (66,7%), de la transhumance

(66,7%), des intrants (25,8%). D'autres éléments s'ajoutent à savoir : l'aménagement des terres, le manque de semences améliorées, l'enclavement des zones, la présence des ennemis des cultures. L'utilisation de la production dans l'autoconsommation est diversement quantifiée. 12,5 % des coopératives utilisent la totalité de leur production pour l'autoconsommation, tandis que 44,3 % en utilisent la moitié et 29,2 % un quart. Les spéculations utilisées ont principalement un cycle de 4 mois (48,9%), suivi de 5 mois (30,7%), de plus de cinq mois (15,5%) et de moins de trois mois (4,9%). Ce ci dénote que majoritairement les variétés ont des cycles longs et cela peut constituer un handicap pour la production agricole avec les effets du changement climatique. Il n'existe pas de véritables systèmes de stockage adaptés à la conservation des aliments dans des conditions d'hygiène adéquates. Les producteurs stockent leurs produits dans des magasins (le cas échéant) et à domicile, et ils estiment que le stockage non sécurisé influence sur la qualité des produits transformés (58,5%) et expose à divers dangers tels que l'attaque des insectes, la pourriture et la dégradation de la qualité. Le taux d'intérêt trop élevé, l'absence de structures de microfinance accessibles, la faible maîtrise des procédures, l'indisponibilité à rembourser à cause du faible rendement, ne permettent pas aux groupements/coopératives d'avoir accès aux crédits agricoles. L'élevage est très peu pratiquée (32,6%) et porte sur les bovins, ovins caprins. Très peu des produits issus de cet élevage sont utilisés dans l'agriculture (34,1%). A côté de la production rizicole, maïsicole, horticoles et des tubercules, plusieurs coopératives (68,9%) possèdent des plantations forestières dont les produits (mangue, goyave, avocat, banane, miel, feuilles de manioc et de patate, ananas, néré) sont utilisés dans la consommation (96,2%). Les pertes post récolte sont souvent énormes et se chiffrent en fonctions des zones et des spéculations, ce qui rend nécessaire un plan de gestion post-récolte et une formation spécifique. Au cours des cinq dernières années 94% des groupements/coopératives ont souffert d'insécurité alimentaire à cause du changement climatique, et la diversification des cultures (85%) et l'endettement (30%) constituent des alternatives pour trouver solutions à ces crises alimentaires. De plus, la volatilité des prix a un impact négatif supplémentaire sur la stabilité des groupements/coopératives aboutissant à un appauvrissement économique et alimentaire. Les spéculations périssables sont cultivées par la majorité des coopératives (82,6%) et concerne principalement la tomate, l'aubergine et le piment. Par rapport à la consommation, nous constatons que le riz est le plus consommé dans les ménages. 40 % des ménages consomment entre 4 à 5 kg par jour. Cependant, 15% des ménages consomment 5 kg et plus. Cette variation dépend du nombre de personnes par ménage. Seulement quatre ménages consomment le maïs avec des quantités variables. Les tubercules sont consommés à divers proportions avec un taux de 47,05% pour une quantité variant de 2-3kg. La consommation des produits horticoles varie de 1-4 kg avec un taux élevé pour l'intervalle de 2 à 3 kg. Il faut signaler que le principal produit de consommation est le riz. Le maïs et les tubercules sont consommés par manque de riz et en période de soudure.

Les produits locaux sont beaucoup plus appréciés que les produits importés et qualifiés de très bonne qualité (80%). La conservation des produits agricoles pose problèmes et cela peut être due à l'utilisation des intrants chimiques (64,7%), considérés également dangereux pour la santé (85,6%). La pratique de l'agriculture biologique est considérée meilleure (78%) pour la sécurité des populations, cependant seulement 56,9% se déclarent prêts à s'engager dans cette voie. La production bio est freinée en grande partie par le manque de main d'œuvre (61,5%), le manque d'intrants agricoles bio (40%), les difficultés liées aux travaux de terrain (34%), le manque de compétences (26,2%) et la faiblesse de rendement (16,9%). A ces difficultés certains répondants ont

affirmé que l'utilisation de produits chimiques offre plusieurs avantages, notamment : ils fertilisent le sol, augmentent la production et facilitent le travail et le défrichement des terres. Ces réponses dénotent la méconnaissance des danger liés aux produits chimiques qui détruisent la microflore et appauvrissent le sol. La phrase la plus articulée qui a été citée à propos du concept de bien-être alimentaire est : « Le bien être alimentaire met l'être humain dans un spectre de vie normal en termes économique et de santé ».

2.3 Structures sanitaires

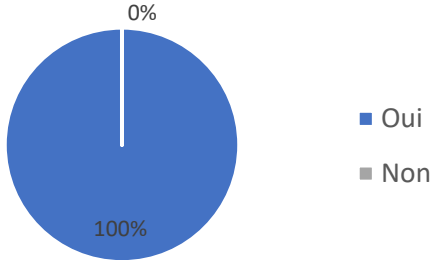
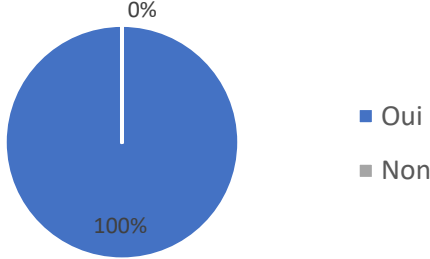
Les données analysées ci-dessous reflètent les réponses du personnel de santé interrogé pour un total de **16 questionnaires** effectués aux 15 centres de santé et 1 hôpital préfectoral : 1 centre de santé pour les communes rurales et 2 centres de santé et 1 hôpital préfectoral pour la commune urbaine de Kissidougou.

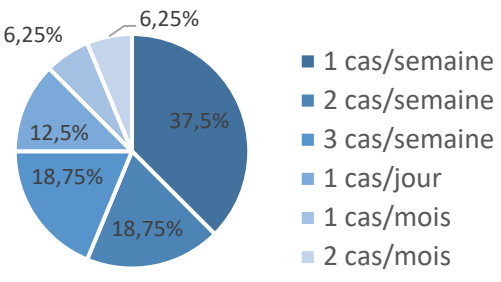
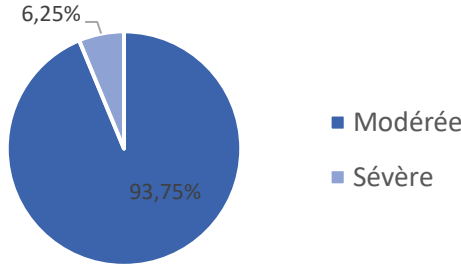
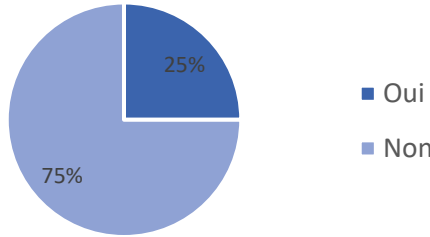
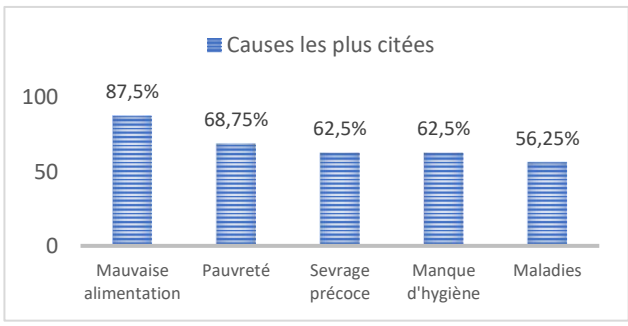
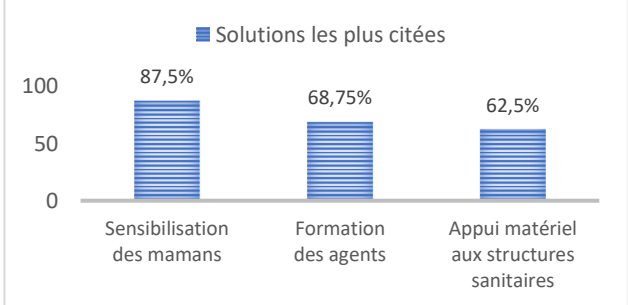
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données

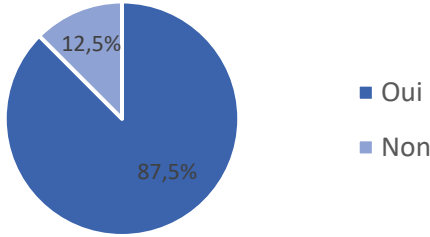
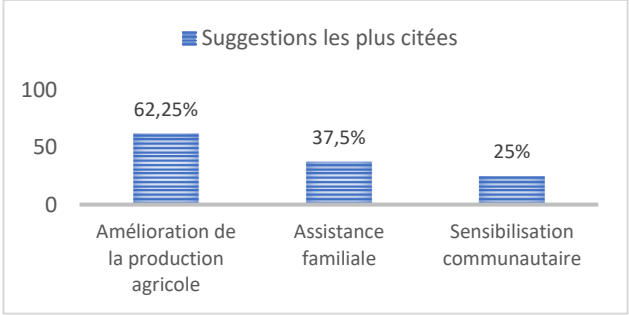
QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX STRUCTURES SANITAIRES

Informations générales

Chaque questionnaire prévoyait la collecte de certaines informations générales : le nom de la commune, le nom du quartier/district, le nom du secteur/village et le type de service.

Questions et indicateurs	Analyse des données
<p>1. Intervenez-vous dans la malnutrition infantile ?</p> <p>Si oui comment ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p> <p>Prise de poids, taille, périmètre brachial ; prise en charge médicale et nutritionnelle et la sensibilisation ; dépistage pendant la consultation ; conseils pour l'alimentation des enfants et la préparation ; détection et remonté des cas à l'hôpital préfectoral ; formulation des aliments.</p>
<p>2. Recevez-vous des enfants malnutris ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p>

<p>3. Quelle est la fréquence ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ 1 cas/semaine ■ 2 cas/semaine ■ 3 cas/semaine ■ 1 cas/jour ■ 1 cas/mois ■ 2 cas/mois</p>
<p>4. Quelle est le degré de malnutrition ?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Légère • Modérée • Sévère <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Modérée ■ Sévère</p> <p>Le degré modéré n'a pas été mentionné.</p>
<p>5. Existe-il une unité nutritionnel thérapeutique ambulatoire (UNTA) dédiée à la malnutrition ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>6. Ces malnutritions sont dues à quoi ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>■ Causes les plus citées</p> <p>Autres causes citées : tabous alimentaires ; croyances religieuses ; méconnaissance des activités de nutrition / préparation des aliments pour les enfants ; décès des mamans.</p>
<p>7. Quelles solutions proposez-vous pour résoudre ces problèmes ?</p>	 <p>■ Solutions les plus citées</p>

<p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	<p>Autres solutions citées : création d'unités de nutrition / foyers de réhabilitation nutritionnelle / jardins nutritionnels ; sensibilisation des parents (et pas seulement des mères).</p>								
<p>8. Ces solutions ont-elles abouties à des résultats concluants ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	<p>Toutes les réponses sont positives et font principalement référence au soutien apporté par l'Unicef et d'autres ONG. Il est toutefois souligné que lorsque les programmes terminent, l'aide disparaît et les communautés se retrouvent « sans protection ».</p>								
<p>9. Vos formules alimentaires sont-elles proposées par une organisation (UNICEF ou autres ONG) ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>87,5%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>12,5%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	87,5%	Non	12,5%		
Réponse	Pourcentage								
Oui	87,5%								
Non	12,5%								
<p>10. Vos suggestions pour la lutte contre l'insécurité alimentaire ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Suggestion</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Amélioration de la production agricole</td> <td>62,25%</td> </tr> <tr> <td>Assistance familiale</td> <td>37,5%</td> </tr> <tr> <td>Sensibilisation communautaire</td> <td>25%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Au niveau de la catégorie “amélioration de la production agricole” a été mentionné : engagement dans l’agriculture bio ; contrôle de la qualité des aliments ; appui/formation aux groupements agricoles sur les techniques de production et de transformation ; diversification alimentaire.</p> <p>Autres suggestions citées : mise en place d’unités nutritionnelles, formation du personnel de santé</p>	Suggestion	Pourcentage	Amélioration de la production agricole	62,25%	Assistance familiale	37,5%	Sensibilisation communautaire	25%
Suggestion	Pourcentage								
Amélioration de la production agricole	62,25%								
Assistance familiale	37,5%								
Sensibilisation communautaire	25%								
<p>11. Quel est le taux de mortalité infantile lié à la malnutrition enregistrée dans votre structure ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	<p>Il a été compliqué d'obtenir des réponses fiables à cette question car, très souvent, les postes/centres de santé ne disposent pas des registres médicaux remplis régulièrement chaque mois.</p>								

Conclusions partielles

Les enquêtes ont permis de constater que toutes structures sanitaires interviennent dans la malnutrition infantile à travers la prise de poids et de la taille, la détermination du périmètre brachial, le dépistage pendant la consultation, la prise en charge médicale et nutritionnelle, la sensibilisation, la formulation/préparation des aliments et la remonté des cas à l'hôpital préfectoral. Toutes les structures reçoivent des enfants malnutris avec une fréquence élevée d'un cas par semaine (37,5%). Pendant l'année en cours, un taux de 93,75% de cas enregistrés sont modérés et seulement 6,25% sont sévères. Les structures manquent (75%) d'unité nutritionnel thérapeutique ambulatoire (UNTA) dédiée à la malnutrition, qui est majoritairement liée à la mauvaise alimentation (87,52%), à la pauvreté (68,75%), au sevrage précoce (62,5%), au manque d'hygiène (62,5%) et aux maladies (56,25%). D'autres éléments s'ajoutent sur ces causes à savoir les tabous alimentaires, les croyances religieuses, la méconnaissance des activités de nutrition / préparation des aliments pour les enfants et le décès des mères. Pour résoudre ce problème, les agents affirment qu'il faut multiplier la sensibilisation (87,5%), la formation des agents (68,75%), l'appui en matériels aux structures sanitaires (62,5%) et autres (création d'unités de nutrition / foyers de réhabilitation nutritionnelle / jardins nutritionnels). Un taux de 87,5% des structures ont utilisé des formules alimentaires avec l'aide de l'Unicef. L'amélioration de la production agricole, l'engagement des producteurs dans l'agriculture bio, le contrôle de la qualité des aliments, l'appui/formation aux groupements agricoles sur les techniques de production et de transformation, la diversification alimentaire, la mise en place d'unités nutritionnelles et la formation du personnel de santé constituent quelques suggestions proposées par les structures sanitaires. Il est révélateur et intéressant qu'il ait été proposé d'investir dans l'agriculture biologique.

32

2.4 Ménages vulnérables

Les données analysées ci-dessous reflètent les réponses des ménages interrogés pour un total de **172 questionnaires** effectués.

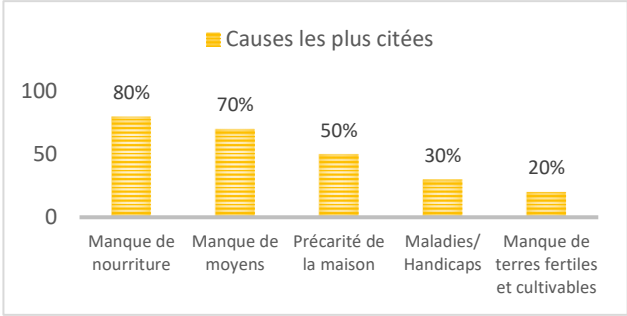
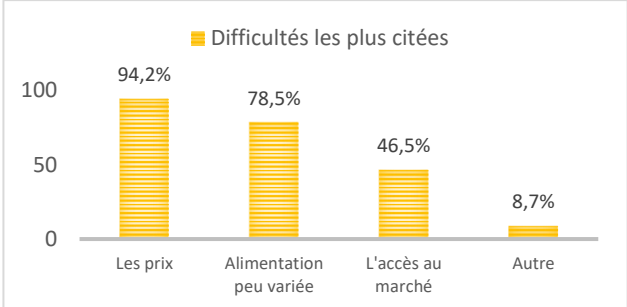
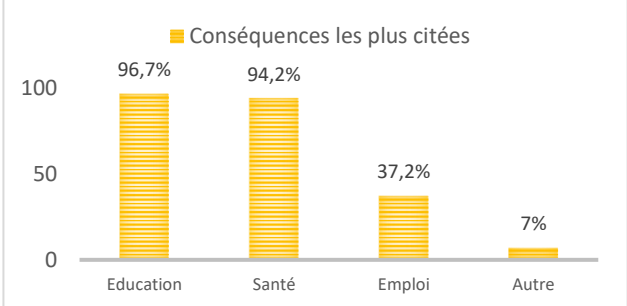
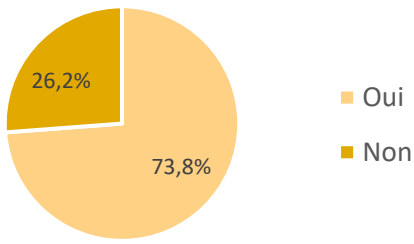
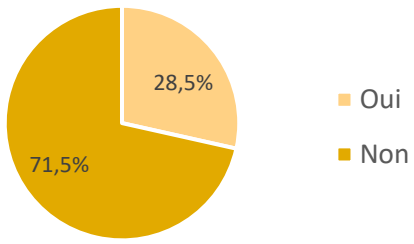
Grille questionnaire - indicateurs et analyse des données

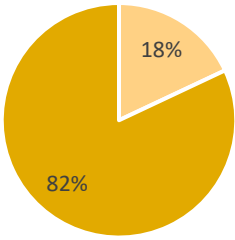
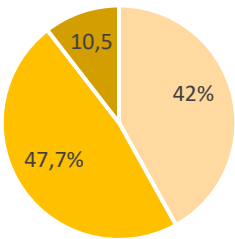
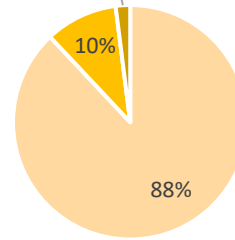
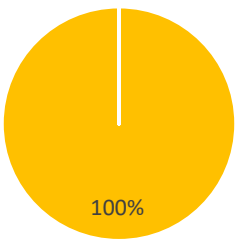
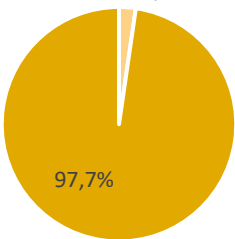
QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AUX MÉNAGES VULNÉRABLES

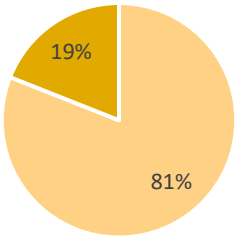
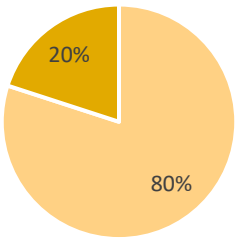
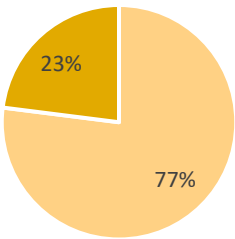
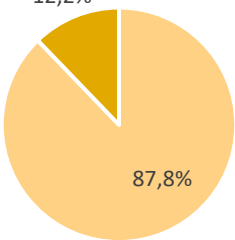
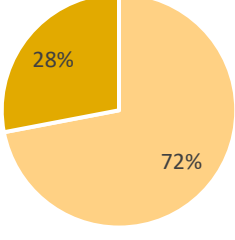
Informations générales

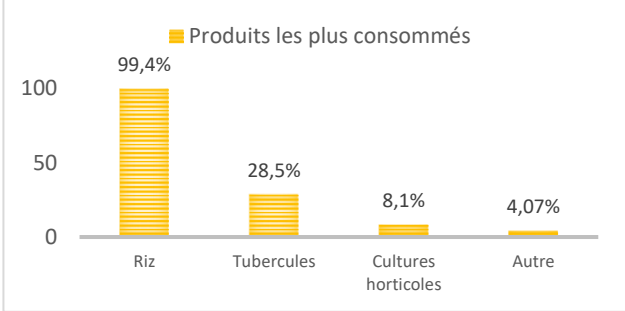
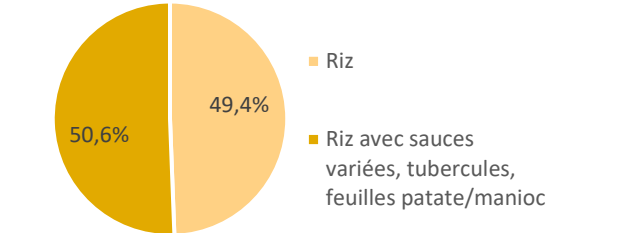
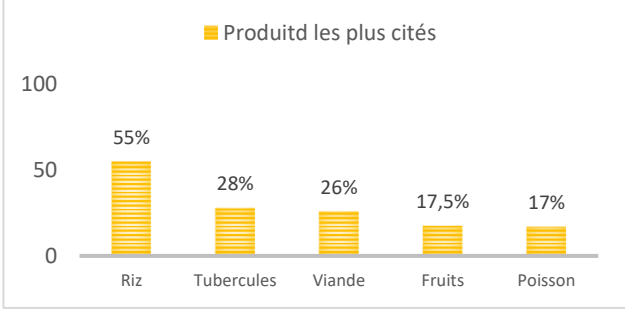
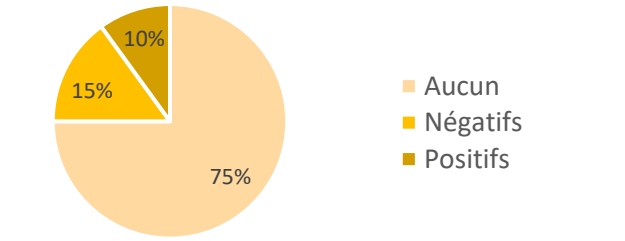
Chaque questionnaire prévoyait la collecte de certaines informations générales : le nom de la commune, le nom du quartier/district, le nom du secteur/village, le nom de famille et le contact.

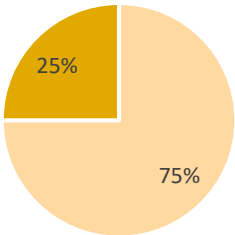
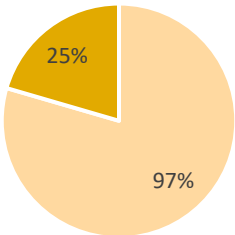
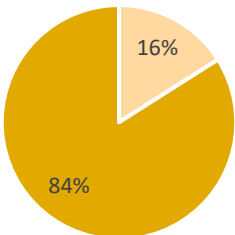
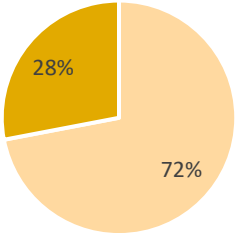
Questions et indicateurs	Analyse de données
1. Quel est le nombre de personnes de votre ménage ? ODD 2.1.2 (objectif général)	Les membres des ménages interrogés vont d'un minimum de 5 à un maximum de 23 .

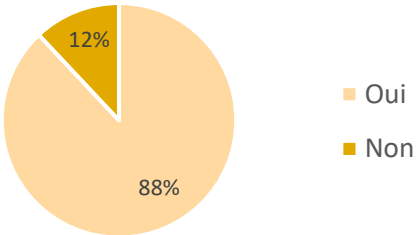
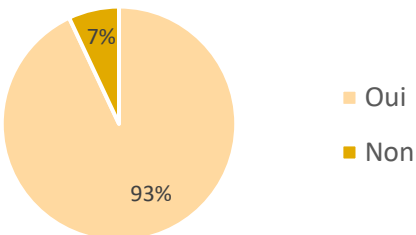
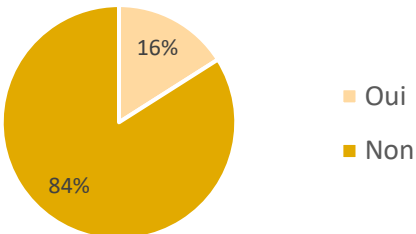
<p>2. Dans quelle mesure vous pensez que votre ménage est dans une situation de vulnérabilité ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <caption>Causes les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Cause</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Manque de nourriture</td> <td>80%</td> </tr> <tr> <td>Manque de moyens</td> <td>70%</td> </tr> <tr> <td>Précarité de la maison</td> <td>50%</td> </tr> <tr> <td>Maladies/Handicaps</td> <td>30%</td> </tr> <tr> <td>Manque de terres fertiles et cultivables</td> <td>20%</td> </tr> </tbody> </table>	Cause	Pourcentage	Manque de nourriture	80%	Manque de moyens	70%	Précarité de la maison	50%	Maladies/Handicaps	30%	Manque de terres fertiles et cultivables	20%
Cause	Pourcentage												
Manque de nourriture	80%												
Manque de moyens	70%												
Précarité de la maison	50%												
Maladies/Handicaps	30%												
Manque de terres fertiles et cultivables	20%												
<p>3. Quelles sont les plus grandes difficultés pour vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accès au marché • les prix • alimentation peu variée • autre <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <caption>Difficultés les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Difficulté</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Les prix</td> <td>94,2%</td> </tr> <tr> <td>Alimentation peu variée</td> <td>78,5%</td> </tr> <tr> <td>L'accès au marché</td> <td>46,5%</td> </tr> <tr> <td>Autre</td> <td>8,7%</td> </tr> </tbody> </table>	Difficulté	Pourcentage	Les prix	94,2%	Alimentation peu variée	78,5%	L'accès au marché	46,5%	Autre	8,7%		
Difficulté	Pourcentage												
Les prix	94,2%												
Alimentation peu variée	78,5%												
L'accès au marché	46,5%												
Autre	8,7%												
<p>4. Quelles sont les conséquences de cette situation de vulnérabilité au sein de votre ménage :</p> <ul style="list-style-type: none"> • éducation • santé • emploi • autre <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <caption>Conséquences les plus citées</caption> <thead> <tr> <th>Conséquence</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Education</td> <td>96,7%</td> </tr> <tr> <td>Santé</td> <td>94,2%</td> </tr> <tr> <td>Emploi</td> <td>37,2%</td> </tr> <tr> <td>Autre</td> <td>7%</td> </tr> </tbody> </table>	Conséquence	Pourcentage	Education	96,7%	Santé	94,2%	Emploi	37,2%	Autre	7%		
Conséquence	Pourcentage												
Education	96,7%												
Santé	94,2%												
Emploi	37,2%												
Autre	7%												
<p>5. Avez-vous un terrain à vous ? Si oui, comment l'exploitez-vous ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <caption>Réponses à la question 5</caption> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>73,8%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>26,2%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	73,8%	Non	26,2%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	73,8%												
Non	26,2%												
<p>6. Existe-t-il des mécanismes d'entraide communautaire ou autres permettant de soulager les familles dans le besoin ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	 <table border="1"> <caption>Réponses à la question 6</caption> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>28,5%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>71,5%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	28,5%	Non	71,5%						
Réponse	Pourcentage												
Oui	28,5%												
Non	71,5%												

<p>7. Y a-t-il quelqu'un dans votre famille qui fait partie d'un groupe ou d'une association communautaire où l'on discute de questions liées à l'alimentation ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 1 MUFPP 4 (R2) Indicateur 2 MUFPP 3 (R2)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>18%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>82%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	18%	Non	82%		
Réponse	Pourcentage								
Oui	18%								
Non	82%								
<p>8. Quel est le nombre moyen de repas par jour pour votre ménage ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Nombre de repas/jour</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1 repas/jour</td> <td>42%</td> </tr> <tr> <td>2 repas/jour</td> <td>47,7%</td> </tr> <tr> <td>3 repas/jour</td> <td>10,5%</td> </tr> </tbody> </table>	Nombre de repas/jour	Pourcentage	1 repas/jour	42%	2 repas/jour	47,7%	3 repas/jour	10,5%
Nombre de repas/jour	Pourcentage								
1 repas/jour	42%								
2 repas/jour	47,7%								
3 repas/jour	10,5%								
<p>9. Votre alimentation est basée sur quelle spéculation ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Spéculation</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Riz seulement</td> <td>88%</td> </tr> <tr> <td>Riz et tubercules</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>Maïs</td> <td>2%</td> </tr> </tbody> </table> <p>Le faible pourcentage qui a mentionné le maïs le consomme toujours en association avec du riz et des tubercules. Ce pourcentage, précisément parce qu'il est très faible, a été inclus dans le graphique pour souligner le manque de diversification au niveau des céréales.</p>	Spéculation	Pourcentage	Riz seulement	88%	Riz et tubercules	10%	Maïs	2%
Spéculation	Pourcentage								
Riz seulement	88%								
Riz et tubercules	10%								
Maïs	2%								
<p>10. Qui se charge de la dépense du ménage ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Personne</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Chef.fe de ménage</td> <td>100%</td> </tr> </tbody> </table>	Personne	Pourcentage	Chef.fe de ménage	100%				
Personne	Pourcentage								
Chef.fe de ménage	100%								
<p>11. Est-il fonctionnaire ?</p>	 <table border="1"> <thead> <tr> <th>Réponse</th> <th>Pourcentage</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Oui</td> <td>2,3%</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>97,7%</td> </tr> </tbody> </table>	Réponse	Pourcentage	Oui	2,3%	Non	97,7%		
Réponse	Pourcentage								
Oui	2,3%								
Non	97,7%								

<p>15. Mangiez-vous presque tous les jours la même chose ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>19% 81%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>16. Avez-vous dû sauter un repas ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>20% 80%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>17. Vous est-il déjà arrivé de vous retrouver sans rien à manger (absolument rien) à la maison ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>23% 77%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>18. Aviez-vous eu faim mais vous n'avez pas mangé ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>12,2% 87,8%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>
<p>19. N'avez-vous rien mangé de toute la journée à des moments ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>28% 72%</p> <p>■ Oui ■ Non</p>

<p>20. Quels sont les produits les plus consommés au quotidien dans votre ménage en riz, maïs, tubercules, cultures horticoles, autres ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>La quantité quotidienne en kg de ces produits varie considérablement en fonction du nombre de membres de la famille. Dans tous les cas, le riz reste toujours l'aliment principal et celui qui est consommé en plus grande quantité par rapport aux autres. Comme le montre la question suivante, cela se traduit par une très faible diversification alimentaire.</p>
<p>21. Quels plats traditionnels dominent l'alimentation quotidienne de votre ménage ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	
<p>22. Quels sont les produits les plus appréciés par votre famille ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	
<p>23. Quels sont les changements récents effectués dans les habitudes alimentaires de votre ménage ?</p> <p>Quelles sont les motivations de ces changements ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>Par changements négatifs, on entend l'appauvrissement du régime alimentaire et par changements positifs, l'enrichissement/la diversification de l'alimentation. Dans les deux cas, les motivations sont liées aux revenus.</p>

<p>24. Quelle est la part des produits importés dans la consommation quotidienne de votre ménage ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général) Indicateur 1 MUFPP 4 (R2)</p>	 <p> ■ Aucune ■ Très faible </p>
<p>25. Quelle est la perception de votre ménage sur la qualité des produits locaux ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p> ■ Très bonne ■ Moyenne </p>
<p>26. Parvenez-vous à garder vos nourritures pendant 1-2 jours après la préparation ?</p> <p>Si non pourquoi ?</p> <p>Est-il dû à l'utilisation des intrants chimiques ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p> ■ Oui ■ Non </p> <p>La plupart des gens ne parviennent pas à conserver les aliments 1-2 jours car « la famille mange ce qu'elle gagne » jour après jour. Cela montre que le fait de conserver les aliments ne fait pas partie de la planification alimentaire du foyer car, dans la plupart des cas, il n'est pas possible de mettre de côté une ration alimentaire pour le lendemain.</p>  <p> ■ Oui ■ Non/Je ne sais pas </p> <p>Outre oui / non / je ne sais pas, d'autres aspects empêchant la conservation des aliments ont été cités : manque de connaissances sur les techniques de conservation ; manque d'équipements adéquats pour conserver les aliments dans de bonnes conditions d'hygiène.</p>

<p>27. Selon vous l'utilisation des intrants chimiques affect-elle votre santé ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>88% Oui 12% Non</p>
<p>28. Pensez-vous que la pratique de l'agriculture biologique est meilleure pour la sécurité des populations ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>93% Oui 7% Non</p>
<p>29. Votre ménage pratique-t-il de l'agriculture biologique ?</p> <p>Si oui la quelle ?</p> <p>Si non pourquoi ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	 <p>16% Oui 84% Non</p> <p>Rotation, association des cultures, utilisation d'engrais organiques, désherbage manuel sans l'utilisation d'herbicides.</p> <p>Manque de compétences sur les techniques bio ; en général, très faible connaissance de l'agriculture biologique ; manque de main-d'œuvre.</p>
<p>30. Que signifie pour vous <i>bien-être alimentaire</i> ?</p> <p>ODD 2.1.2 (objectif général)</p>	<p>Les réponses ont été variées. Certains ont simplement répondu « le riz ». D'autres ont développé davantage leur réponse en citant d'autres aspects liés au bien-être alimentaire : santé, propreté, régime alimentaire équilibré et diversifié, aliments riches en vitamines, bonne qualité.</p>

Conclusions partielles

De l'analyse des ménages, il ressort que les familles ont un nombre minimum de 5 et un nombre maximum de 23 membres. Ce nombre élevé de personnes, qui s'ajoute aux conditions de vie déjà précaires, rend difficile la garantie d'une quantité suffisante de nourriture pour tous. D'ailleurs, le manque de nourriture constitue la cause principale (80%) de la vulnérabilité des ménages. A ce manque de nourriture, s'ajoute le manque de moyens (70%) et l'état dégradé de la maison (50%),

qui sont aussi cités comme causes de la vulnérabilité. Les prix du marché (94,2%) et la faible variation de l'alimentation (78,5%) constituent les difficultés principales, et de manière générale cette situation de vulnérabilité impact sérieusement l'éducation (96,7%), la santé (94,2%), l'emploi (37,2%) et autres. Les ménages en grande partie possèdent des terrains (73,8%), cependant le mécanisme d'entraide est très faible (28,5%). Le faible taux d'appartenance (18%) d'un membre de la famille à une association communautaire ou on discute des questions liées à l'alimentation constitue un sérieux problème. Près de la moitié (42 %) des ménages ne consomment qu'un seul repas par jour, contre 47,7 % qui en consomment deux et 10,5 % qui en consomment trois. Cette alimentation est basée sur le riz (88%), un mélange du riz et des tubercules (10%) et de manière très faible sur le maïs (2%). La dépense est effectuée en totalité par les chefs de ménage qui, dans 97,7 % des cas, ne sont pas des fonctionnaires. Ils sont en majorité agriculteur (50%) et ménagère (16%) et les autres (34%) sont des commerçants, chauffeurs, mécaniciens, maçons, tailleurs, boulangers, cordonniers. Il est important de souligner que la quasi-totalité des personnes déclarent ne pas avoir de revenus ou ne pas savoir quantifier leurs revenus mensuels, car ce qu'ils gagnent chaque jour est dépensé immédiatement pour subvenir aux besoins de la famille.

Les ménages ont été inquiétés de ne pas avoir assez à manger (96%), ne parviennent pas à manger des aliments nourrissants et bons pour la santé (71%) et les aliments consommés sont tous les jours les mêmes (81%). Les ménages sautent des repas (80%) et ils se retrouvent de fois sans rien à manger (77%). L'aliment de base est le riz (99,4%) suivi des tubercules (28,5%). Les plantes horticoles ne sont utilisées qu'avec 8% des ménages. Les plats traditionnels qui dominent l'alimentation quotidienne des ménages est le riz qu'il soit accompagné avec différentes sauces ou avec des tubercules. Les produits alimentaires les plus appréciés par les ménages sont le riz (55%), les tubercules (28%), la viande (26%), les fruits (17,5%) et le poisson (17%). Très peu de ménages ont effectué des changements dans les habitudes alimentaires. Le 75% des ménages ne consomment pas de produits importés par manque de moyens mais aussi parce qu'ils ont une très bonne perception de la qualité des produits locaux (97%). La plupart des ménages (84%) ne parviennent pas à conserver les aliments 1-2 jours car « la famille mange ce qu'elle gagne » jour après jour. Cela montre que le fait de conserver les aliments ne fait pas partie de la planification alimentaire du foyer car, dans la plupart des cas, il n'est pas possible de mettre de côté une ration alimentaire pour le lendemain. L'utilisation des intrants chimiques (72%) impacte sérieusement la conservation des produits. Les ménages sont presque unanimes que l'utilisation des intrants chimiques affecte leur santé (88%) et cela leur amène à apprécier la pratique de l'agriculture biologique considérée meilleure pour la sécurité des populations (93%). Bien que cette technique soit appréciée, les ménages ne la pratiquent pas (84%) en raison du manque de compétences sur les techniques bio, très faible connaissance de l'agriculture biologique, manque de main-d'œuvre. Ceux qui pratiquent (16%) font la rotation, l'association des cultures, utilisent l'engrais organiques, font le désherbage manuel sans l'utilisation d'herbicides. Le bien-être alimentaire est lié aux aspects de la santé, de la propreté, du régime alimentaire équilibré et de la diversifié, de la consommation des aliments riches en vitamines et de bonne qualité.

3. CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET RECOMMANDATIONS

Le diagnostic quanti-qualitative dans les 13 communes de la préfecture de Kissidougou en matière de sécurité alimentaire, nous a permis d'aboutir aux conclusions et aux recommandations suivantes, classées selon les axes thématiques du projet :

GOUVERNANCE

RA1 : Mise en place de mécanismes inclusifs et durables de consultation et de co-construction en faveur de la planification locale.

RA2 : Création/mise à jour de plans de développement local en faveur de systèmes agricoles et alimentaires durables dans chaque commune de la préfecture de Kissidougou.

- **Les rubriques dédiées aux questions alimentaires et environnementales dans les PDL sont beaucoup plus axées sur le changement climatique, alors que les aspects spécifiquement liés à la sécurité alimentaire doivent être mieux développer et soutenu à travers des actions stratégiques concrètes.** Le diagnostic a permis de découvrir qu'à partir de 2024, le gouvernement guinéen a donné des indications précises concernant l'intégration de la dimension environnementale dans les PDL qui sont actuellement en cours de réactualisation. Ce processus s'achèvera d'ici la fin de l'année 2025. La rencontre avec l'agent de l'ANAFIC (Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales), qui s'est déroulée à Conakry après l'enquête de terrain, a été capitale pour pouvoir travailler en synergie sur la mise à jour des PDL. Ce travail nécessite un suivi rigoureux afin de pouvoir travailler en totale cohérence avec les acteurs publics et les directives du gouvernement.
- **L'identification des personnes-ressources qui participeront aux mécanismes de planification locale devra être évaluée et décidée de manière collégiale et en étroite synergie avec les communes, mais elle devra également être très ciblée sur la base des acteurs clés du Système Alimentaire Local.** Potentiellement, tous les acteurs sont intéressés à participer à la planification locale, mais il faut veiller à choisir de manière ciblée des personnes clés étroitement liées au thème de la sécurité alimentaire et capables d'agir en tant que représentants des groupes concernés. Cela permet d'avoir un nombre raisonnable de personnes et d'éviter, dans le même temps, une trop grande dispersion et des difficultés dans la prise de décisions opérationnelles et stratégiques.
- **La planification locale inclusive et durable devrait prendre en compte la sécurité alimentaire dans toute sa multidimensionnalité et agir à partir de la base pour identifier les besoins et mener des activités de plaidoyer de bas en haut.** Parmi les aspects prioritaires : la question foncière, la santé et les politiques de soutien aux spéculations. Toutes les structures sanitaires interviennent dans la malnutrition infantile, cependant elles ont besoin d'unité nutritionnel thérapeutique ambulatoire (UNTA) dédiée à la malnutrition ou foyers de réhabilitation nutritionnelle / jardins nutritionnels. Les politiques nationales de soutien à l'agriculture locale sont jugées insuffisantes. Au niveau des services déconcentrés, la présence des conseillers agricoles dans les différentes communes ou districts favorise la

diffusion des politiques alimentaires et environnementales, cependant ces agents ne sont pas formés et équipés. C'est pourquoi d'autres stratégies basées sur les actions de développement participatif et des appuis sur les spéculations doivent être priorisées par les acteurs au développement.

AGRICULTURE DURABLE ET RÉSILIENTE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

RA3 : Amélioration des conditions de production agricole de manière durable grâce à des actions pilotes au niveau de 13 coopératives agricoles

- **Afin d'améliorer les conditions de production agricole, il est nécessaire de parler de Système Alimentaire Local et d'identifier, connaître et mobiliser les acteurs qui font partie de ce système.** Les SAL sont des réseaux qui relient producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs au sein d'une zone géographique définie. En Afrique sont des écosystèmes complexes et dynamiques, souvent centrés sur l'agriculture familiale qui fournit la majorité des aliments, avec des défis liés aux infrastructures, à l'urbanisation croissante, à l'accès au marché, à la forte saisonnalité des prix et à la transformation des régimes alimentaires. Également, la valorisation des chaînes de valeur locales, l'intégration de l'agriculture durable, l'innovation des entreprises agroalimentaires, et l'élaboration des politiques alimentaires représentent des priorités au sein des systèmes alimentaires locaux. En ce sens, les activités de formation devraient s'inscrire dans ce cadre, en tenant compte de l'ensemble de la chaîne : production, transformation, distribution, consommation, post-consommation (gestion des déchets). La méthodologie de l'« *Atlante del Cibo* » promue par un ensemble d'acteurs, dont l'Université de Turin, pourrait servir d'exemple. En termes d'accompagnement, il est vrai que la majeure partie de la production est concentrée sur le riz, mais dans une perspective de diversification, il est important d'explorer d'autres possibilités, en partant précisément d'une réflexion sur les systèmes alimentaires locaux.
- **Les activités concernant le développement hydro-agricole et la fourniture de matériel devront être bien ciblés sur la base des besoins spécifiques de chaque zone.** Selon les zones, les enquêtes ont mis en évidence différents problèmes : aménagement des terres, maîtrise de l'eau, manque de semences améliorées, itinérance des producteurs, dégradation des forêts, manque des lieux de stockage et autre. Les spécificités devront être prioritaires afin de pouvoir répondre de manière cohérente aux besoins. Dans une perspective visant à répondre aux besoins à long terme (même au-delà de la durée du projet), la signature des conventions de partenariat entre les groupements/coopératives et les structures de microfinances peut permettre une accessibilité aux crédits et un échelonnement des remboursements.
- **86,36 % des producteurs agricoles interrogés utilisent des intrants chimiques, dont les risques pour l'homme et l'environnement ne sont pas entièrement connus. Les formations sur l'agriculture biologique et durable doivent, outre les aspects techniques (pratiques agroécologiques, compostage, préparations des pesticides bio et autre), prendre également en considération les actions d'information et de sensibilisation sur l'impact des produits chimiques sur la santé humaine et l'environnement.** Les enquêtes révèlent que les

produits chimiques sont utilisés de manière abusive, à des doses bien supérieures à celles autorisées, et de manière inconsciente, sans l'utilisation d'équipements de protection adéquats. 95,45 % des producteurs affirment que les plus grandes difficultés sont liées à la production, qui est menacée par plusieurs facteurs, parmi lesquels figure certainement l'utilisation de produits chimiques qui appauvrissent le sol. En ce qui concerne le changement climatique, 90 % des producteurs se sentent très menacés par les phénomènes naturels (inondations et sécheresse surtout), mais aussi par l'activité humaine, notamment la déforestation et la coupe du bois. En ce sens, les actions sur la restauration et la conservation de la nature peuvent être menées afin de réduire les effets du changement climatique.

- **L'identification de paysans leader /paysans témoin s'avère capital pour une bonne réussite du projet et pour obtenir un effet multiplicateur.** Bien que les pratiques biologiques et agroécologiques soient peu répandues, il existe des exemples vertueux à fort potentiel qui, s'ils sont valorisés, peuvent avoir un impact significatif sur la réussite du projet. Identifier les producteurs engagés dans l'agriculture biologique et l'agroécologie dans chaque commune en tant que paysans leaders / paysans témoins, peut servir d'exemple pour les communautés et, également, renforcer leurs compétences peut avoir un effet multiplicateur. Le *Village Agricole OYAALO GUINÉE* de Fermessadou en est un exemple.

FORMATION ET SENSIBILISATION COMMUNAUTAIRE

OG : Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la résilience des communautés agricoles face aux changements climatiques en Guinée Forestière

- **La formation et sensibilisation communautaire devra être multidimensionnel en tenant compte des différents facteurs mis en évidence par les enquêtes.** Le renforcement des connaissances et de capacité des agents de santé, des relais communautaires et de parents sur la diversification alimentaire, ainsi que la formation sur les besoins nutritionnels et la préparation des aliments à base de produits locaux, sont des actions nécessaires. Également, des séances de sensibilisation dans les foyers peuvent réduire la mauvaise alimentation, le sevrage précoce et le manque d'hygiène pour la sécurité des enfants. Les aspects socioculturels liés à la sécurité alimentaire et au concept de *bien-être alimentaire* sont également très intéressants et utiles à approfondir afin de réfléchir avec les acteurs locaux sur le concept de vulnérabilité et les conditions qui la provoquent, et ainsi trouver des solutions possibles. Enfin, le genre est également un sujet important à prendre en compte en matière de sécurité alimentaire à plusieurs égards : exposition à l'insécurité alimentaire, impact des crises alimentaires, accès aux ressources, rôles et responsabilités. La lutte contre la faim nécessite des politiques inclusives. À cet égard, une approche sensible au genre, qui garantit l'égalité des droits et des chances pour tous et toutes, constitue un élément fondamental dans l'élaboration de politiques équitables et inclusives.